

# Rapport annuel 2012

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

# Table des matières

- 04** **Politique de développement**
- 07** **Entretien avec M. Dahinden et M.-G. Ineichen-Fleisch**
- 09** **Afrique subsaharienne**  
De nombreuses régions d'Afrique subsaharienne recèlent un potentiel énorme en matière de développement économique et de réduction de la pauvreté. Des obstacles subsistent toutefois, à savoir des structures fragiles, des conflits et des changements climatiques.
- 16** **Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient**  
Les révoltes du monde arabe conduisent à des changements en profondeur dans toute la région. Mais le conflit syrien et la fragilité de la démocratisation en Afrique du Nord pèsent sur un développement prometteur.
- 22** **Asie**  
Si nombre de pays d'Asie affichent toujours une croissance économique remarquable, il n'en reste pas moins que plus de 40 % des plus démunis et un tiers de tous les réfugiés du monde vivent dans cette région.
- 26** **Intermède culturel**
- 30** **Amérique latine**  
Recul de la pauvreté, diminution du taux de sous-alimentation et croissance économique soutenue dans les pays riches en matières premières : les bonnes nouvelles en provenance d'Amérique latine ne manquent pas. Pourtant, le continent reste marqué par d'énormes inégalités.
- 34** **Europe de l'Est et CEI**  
Si l'argent transféré par les migrantes et les migrants atténue souvent la misère économique dans de nombreux pays des Balkans occidentaux, du Caucase du Sud et d'Asie centrale, il faudra à terme créer des emplois sur place, surtout pour les jeunes.
- 40** **Défis mondiaux**  
Changement climatique, eau, sécurité alimentaire, migration, finances et commerce.
- 46** **Coopération multilatérale**  
Pour instaurer un développement durable et promouvoir la justice sociale, il importe que les objectifs de lutte contre la pauvreté, d'adaptation au changement climatique et d'économie verte convergent.
- 49** **Partenariats en Suisse**
- 50** **La DDC et le SECO en un coup d'œil**
- 51** **Statistiques 2012**

# Aperçu 2012

## L'aide humanitaire apaise la souffrance des réfugiés syriens



Malgré les énormes difficultés rencontrées sur place, l'aide humanitaire suisse est parvenue en 2012 à venir en aide aux personnes touchées par le conflit syrien : elle a notamment soutenu des

familles libanaises qui accueillent des réfugiés syriens chez elles et leur épargnent ainsi un séjour dans un camp. Le budget 2012 destiné aux victimes du conflit syrien a été augmenté pour atteindre 20 millions de francs.

## Myanmar : soutien à long terme



Les progrès politiques, économiques et sociaux enregistrés au Myanmar ont incité la DDC à compléter ses activités humanitaires dans le pays par un véritable programme de développement.

Lancé en 2012, ce programme se concentrera sur la formation professionnelle, la santé, l'agriculture et la participation citoyenne. En novembre 2012, le conseiller fédéral Didier Burkhalter a inauguré l'ambassade de Suisse à Yangon.

## L'empreinte hydrique pour répondre à la crise mondiale de l'eau



On estime que 80 % de l'eau consommée en Suisse provient de l'étranger. Le rapport publié en 2012 par la DDC et le WWF sur l'empreinte hydrique suisse a sensibilisé l'opinion publique. Avec

l'appui de la DDC, 14 grandes entreprises colombiennes et 400 producteurs de café vietnamiens sont parvenus à réduire leur empreinte hydrique. Ces deux succès devraient faciliter l'élaboration d'une nouvelle norme ISO.

## La Suisse soulage la pauvreté urbaine



En 2012, le SECO a fait des infrastructures urbaines l'une de ses priorités. La Suisse réagit ainsi à l'un des plus grands défis de la lutte contre la pauvreté : d'ici 2050, la population ur-

baine des pays en développement augmentera de 2,7 milliards de personnes. Il importe donc de prévoir dès aujourd'hui le financement et la construction des infrastructures requises, qui devront de plus être adaptées au changement climatique.

## Mesures efficaces contre le chômage des jeunes



La contribution de la Suisse à la mise en place, en Europe de l'Est, d'une formation professionnelle axée sur le marché ouvre des perspectives aux jeunes. Preuve en est le cas du Kosovo : sur les

5000 adolescents qui ont fréquenté l'une des écoles professionnelles soutenues par la Suisse durant l'année scolaire 2010/2011, plus de la moitié avaient trouvé un emploi au printemps 2012 ou sont devenus indépendants. La majorité des entreprises qui leur avaient offert un stage pratique se sont déclarées satisfaites de leur niveau de formation.

## La santé des jeunes au centre des préoccupations



En 2012, la Suisse a contribué de manière importante à la santé sexuelle et reproductive des jeunes : sous sa présidence, la Commission de la population et du développement de l'ONU

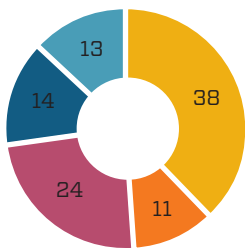
a adopté une résolution novatrice le 27 avril 2012. Ce texte met l'accent sur l'autonomisation des jeunes et sur leur droit de décider eux-mêmes de tous les aspects de leur sexualité. Les efforts de la Suisse lui ont valu une reconnaissance internationale.

## Politique de développement

# Le développement durable contre l'instabilité

En automne 2012, le Parlement suisse a adopté à une large majorité le message concernant la coopération internationale 2013–2016. Si ce vote est une marque de confiance, il implique aussi des obligations : la Suisse s'est fixé des objectifs ambitieux, en particulier dans les pays au contexte fragile, où les défis à relever sont de taille.

DDC bilatéral  
répartition géographique  
2012<sup>1</sup> (en %)



Afrique subsaharienne

Afrique du Nord, Proche et Moyen-Orient

Asie

Amérique latine

Europe de l'Est et CEI

<sup>1</sup> Excl. contributions non réparties géographiquement et contribution à l'élargissement de l'UE

Le nouveau message accorde une importance accrue aux activités dans les Etats fragiles et dans les régions en conflit, à la résolution de problèmes mondiaux (rareté de l'eau ou insécurité alimentaire par exemple) et à la collaboration avec le secteur privé. C'est la première fois qu'une stratégie commune englobe aide humanitaire, coopération technique et financière, coopération avec les pays de l'Est et mesures de politique économique et commerciale en faveur des pays en développement. Le crédit d'engagement prévu pour la réalisation des activités se monte à 11,35 milliards de francs pour la période 2013–2016.

La coopération internationale de la Suisse ne se résume pas aux programmes réalisés dans les pays partenaires. La Suisse contribue aussi à définir la politique de développement des pays de l'OCDE, participe à des initiatives thématiques à l'échelle mondiale, à la coopération multilatérale et à l'aide humanitaire, et encourage le dialogue entre les gouvernements et la communauté des donateurs. L'année 2012 a surtout été marquée par le débat consacré à l'économie verte et le lancement des discussions concernant de nouveaux objectifs universels de développement.

## Débuts difficiles pour l'économie verte

En juin 2012 s'est tenue à Rio de Janeiro la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). A cette occasion, la communauté internationale a reconnu l'économie verte (une économie qui ménage les ressources et respecte les exigences sociales) comme un instrument essentiel du développement durable. Pour les partisans convaincus de cette forme d'économie, dont la Suisse, ce résultat est satisfaisant, car l'adoption de la nouvelle orientation n'est pas allée de soi. D'une part, nombre de pays en développement se sont montrés sceptiques, voire opposés à cette notion, car ils craignent que les pays industrialisés ne limitent leurs importations en invoquant des prescriptions environnementales. D'autre part, certaines

nations industrialisées, tels les Etats-Unis, le Canada et l'Australie ont refusé toute idée d'engagement contraignant. La Suisse n'en continuera pas moins d'œuvrer en faveur d'une économie qui ménage les ressources.

## Définition de nouveaux objectifs pour le développement

Autre résultat marquant de Rio+20, les participants ont décidé de définir des objectifs universels de développement durable. Une proposition à ce sujet devra être soumise à l'Assemblée des Nations Unies d'ici septembre 2014. Il a en outre été convenu d'harmoniser l'élaboration de ces objectifs avec celle des nouveaux objectifs qui prendront le relais des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) arrivant à échéance en 2015. La Suisse plaide pour qu'une place équitable y soit accordée aux trois dimensions du développement durable (économie, normes sociales et environnement) et que l'on tienne compte des réalités nationales.

## Vingt années au sein des institutions de Bretton Woods

En septembre 2012, la Suisse a fêté les 20 ans de son adhésion au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale. Elle a réuni à cette occasion les membres de son groupe de vote au sein de ces institutions financières. Outre la Suisse, ce groupe comprend l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghizistan, la Pologne, la Serbie, le Tadjikistan et le Turkménistan. Au sein de la Banque mondiale, il inclut également l'Ouzbékistan. Les discussions ont principalement porté sur les conséquences de la crise de la dette pour les Etats membres du groupe de vote. Le FMI joue un rôle important dans la résolution de cette crise : il surveille la politique monétaire et financière des membres et leur vient en aide lorsque leur balance des paiements est par trop déséquilibrée.

## Ressources allouées à des projets prometteurs

Les ressources supplémentaires provenant de la hausse



de l'aide publique au développement à 0,5 % du revenu national brut et destinées aux activités ayant trait à l'eau et au changement climatique ont été entièrement engagées en 2012. Elles permettent par exemple de réaliser des projets novateurs d'adaptation au changement climatique et de renforcer l'influence des spécialistes suisses dans le domaine de l'eau. Des programmes existants ont pu être élargis, afin de promouvoir l'hygiène par exemple.

En 2012 toujours, une étape importante a été franchie dans la mise en œuvre de la contribution à l'élargissement accordée par la Suisse pour stimuler le développement des pays qui ont adhéré à l'Union européenne (UE) depuis 2004. Entre 2007 et 2012, la Suisse a approuvé au total 210 projets dans dix nouveaux Etats membres et elle contribuera à les financer en puisant dans le milliard de francs de la contribution. La Suisse a ainsi respecté le calendrier prévu. La contribution a pour objectif de réduire les disparités économiques et sociales dans l'UE élargie, et vise aussi à consolider les relations bilatérales de la Suisse avec ces pays. Les projets seront réalisés jusqu'en juin 2017.

### Bonne note pour la Suisse

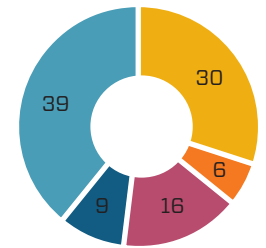
Le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a donné en 2012 une appréciation positive (évaluation à mi-parcours) de la coopération internationale de la Suisse. L'OCDE a relevé en particulier que le message 2013–2016 et la stratégie globale qu'il définit améliorent l'orientation stratégique de la coopération suisse. Selon le CAD, le message apporte une réponse appropriée aux défis actuels de la coopération internationale. Outre la volonté, clairement exprimée, de mettre la cohérence politique au service du développement, le comité a également salué le fait que les activités multilatérales sont mieux ciblées et que toutes les activités sont davantage axées sur les résultats.

#### DDC :

quelques exemples  
de projets



### SECO bilatéral répartition géographique 2012<sup>1</sup> (en %)



Afrique subsaharienne

Afrique du Nord

Asie

Amérique latine

Europe de l'Est et CEI

<sup>1</sup> Excl. contributions non réparties géographiquement et contribution à l'élargissement de l'UE

## Activités dans les contextes fragiles

L'instabilité politique, l'absence d'un Etat de droit ou la mauvaise gouvernance caractérisent nombre des pays partenaires fragiles. Près de 50 % de la population mondiale vivant au-dessous du seuil de pauvreté se trouve dans un contexte fragile. Dans le message 2013–2016, la DDC accroît dès lors ses activités dans les régions instables, comme l'Hindou Kouch, la Corne de l'Afrique ou le Tadjikistan. En 2012, un groupe d'évaluation indépendant a réalisé des études par pays et mené des entretiens individuels ou en groupe en vue d'exploiter les expériences engrangées jusqu'ici. Cette évaluation a fourni de bonnes bases pour entreprendre une réforme rapide et ciblée des activités de la DDC dans les contextes fragiles.

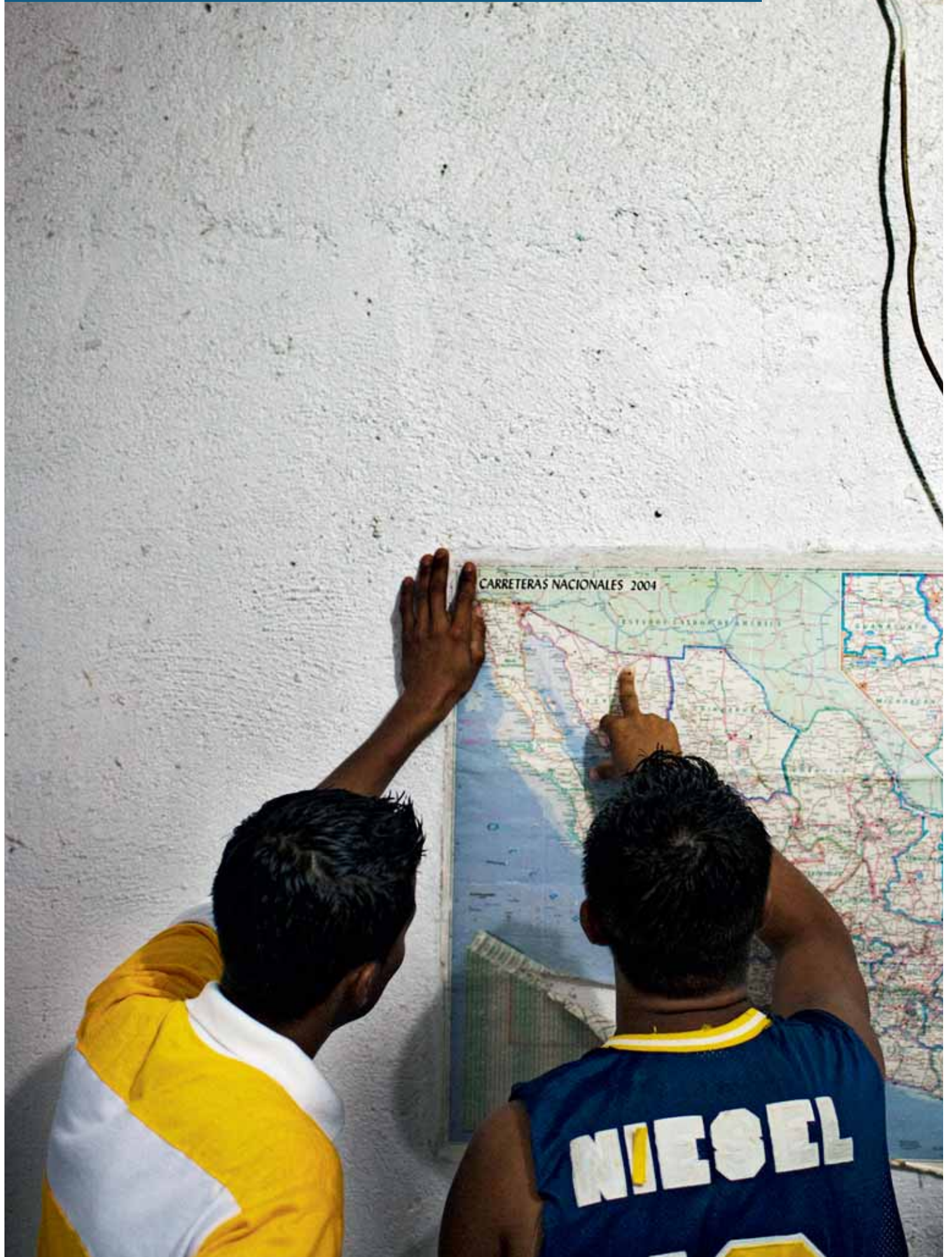
Elle identifie cinq moyens permettant à la DDC de se préparer aux futurs défis :

1. Accroître l'influence sur les causes de la fragilité.
2. Intégrer les activités de la coopération dans les processus multilatéraux.
3. Intensifier la coopération entre les divers acteurs.
4. Améliorer la gestion du risque, harmoniser les modalités et les instruments.
5. Accorder un appui solide aux programmes et au personnel.

Désireuse d'évoluer sans cesse, la DDC a pris ces conclusions en compte. Elle a ainsi entrepris de redéfinir sa politique face à la fragilité et applique en conséquence une approche impliquant l'ensemble du gouvernement (*whole of government*), adapte les critères des stratégies nationales aux défis propres aux contextes fragiles, optimise les analyses de risques, engage des réformes en matière de sécurité et élabore une stratégie d'intervention pour le personnel à l'œuvre dans les contextes fragiles.



De jeunes migrants consultent une carte dans un hébergement de transit, dans la municipalité mexicaine d'Arriaga (Chiapas). Les transferts d'argent opérés par des migrants constituent une source de devises majeure dans de nombreux pays en développement. Mais partir à l'étranger pour gagner sa vie n'est pas toujours une expérience positive, loin de là.





Entretien avec Martin Dahinden et Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch

# « Les difficultés ne nous font pas peur »



**Martin Dahinden (M.D.)**  
Directeur de la DDC

**Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch (M.-G. I.-F.)**  
Secrétaire d'Etat, directrice du SECO

**Monsieur Dahinden, en 2012, le Parlement a approuvé à une nette majorité le message concernant la coopération internationale 2013-2016. Quels sont les points forts de cette coopération ? Quels sont les principaux défis à relever ?**

**(M.D.)** — La Suisse s'est dotée pour la première fois d'une stratégie unique qui englobe l'aide humanitaire, la coopération technique et financière, les mesures de politique économique et commerciale et la coopération avec les pays de l'Est. C'est un tournant important, qui a été salué aussi bien par le Parlement que par l'opinion publique. La stratégie prouve que les situations difficiles ne nous font pas peur : la Suisse est résolue à s'engager davantage dans les zones de conflit et les pays où les structures de l'Etat ont failli, car c'est là que les gens ont le plus besoin d'aide. Même si ce n'est pas au même titre, nombre de défis actuels concernent tous les pays : migration, changement climatique, santé, sécurité alimentaire, rareté de l'eau, mais aussi gouvernance et divers problèmes financiers et commerciaux. Pour les aborder, la DDC et le SECO se complètent. Par nos programmes globaux, qui appliquent une approche nouvelle, la Suisse contribue à relever ces défis. Sans oublier les conditions de vie des plus démunis dans les pays du Sud et de l'Est, nous nous attachons aussi à façonner notre propre avenir.

**Madame Ineichen-Fleisch, quelles orientations le SECO s'est-il donné en 2012 dans le cadre du nouveau message ?**

**(M.-G. I.-F.)** — Nous avons fixé de nouvelles priorités dans les domaines de l'urbanisation et du marché du travail. Nous voulons ainsi coordonner au mieux les objectifs économiques et du développement, et favoriser la création d'emplois sur place. Cette stratégie nous permet de relever mieux encore les défis rencontrés chez nos partenaires, notamment les pays

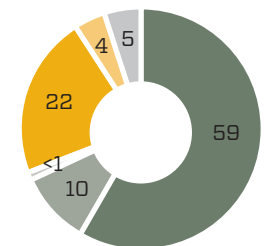
en développement avancés. Ces pays jouent en effet un rôle clé dans la résolution des problèmes mondiaux que représentent les finances et le commerce, le changement climatique ou la rareté de l'eau. Leur développement demeure cependant fragile : malgré une croissance rapide, la pauvreté et les inégalités sociales perdurent. Pour tous nos partenaires du Sud, nous avons élaboré en 2012 de nouvelles stratégies, qui comprennent des mesures économiques et commerciales taillées sur mesure. Dans le même temps, nous avons réorganisé nos structures afin de mieux axer nos activités sur les résultats et de mieux répondre aux exigences en matière de garantie de qualité et de gestion des risques.

**En 2012, vous vous êtes rendus dans les pays partenaires ou avez accueilli des partenaires étrangers en Suisse. Quel événement vous a particulièrement marqués ?**

**(M.D.)** — En Mongolie, j'ai rencontré des familles qui mènent une vie rude en élevant leurs troupeaux et d'autres qui se regroupent pour chercher de l'or dans l'espoir d'échapper à la pauvreté. J'ai été impressionné par les changements positifs que les collaborateurs de la DDC parviennent à initier avec un minimum d'argent, beaucoup de volonté et de bonnes idées. Et je suis heureux d'avoir pu en parler avec le Président de la Mongolie.

**(M.-G. I.-F.)** — Parfois un simple voyage à Interlaken suffit à faire des rencontres inoubliables. En 2012, la Suisse a accueilli dans cette ville la réunion annuelle internationale de l'industrie du coton. Ce qui m'a frappée, c'est l'ouverture et le caractère constructif du dialogue entre ONG, industrie, commerce et autorités. De plus, la durabilité, que le SECO a pour la première fois inscrite à l'ordre du jour, a suscité un vif intérêt.

**Aide publique au développement (APD) de la Suisse 2012 (en %)**



DDC

SECO

Remises de dette (SECO)

Requérants d'asile (ODM)

Paix et sécurité (DSH/DDPS)

Autres



Destaye, 15 ans, emmène son jeune fils aux champs dans la région de Baher Dar, en Ethiopie. Deux tiers des habitants d'Afrique subsaharienne ont moins de 25 ans. Si l'accès à l'école pour tous progresse, le chômage des jeunes constitue un défi de taille dans la région.



## Afrique subsaharienne

# Miser sur ses propres ressources

L'Afrique subsaharienne recèle un potentiel énorme : des terres fertiles à cultiver, des sociétés civiles en plein essor capables d'innovation et un sous-sol plein de richesses. Voilà de quoi stimuler le développement. Des obstacles subsistent toutefois, tels que des structures fragiles, des conflits et des changements climatiques.

Ces dernières années, la croissance économique a atteint plus de 5 % en Afrique subsaharienne et les investissements directs ont dépassé pour la première fois l'aide publique au développement. Vu la répartition inégale des revenus, la croissance n'a cependant guère contribué à réduire la pauvreté : l'Afrique australe est par exemple l'une des régions qui affiche les inégalités les plus criantes au monde. Pauvreté, insécurité alimentaire et VIH/sida sont trois grands obstacles au développement, tandis que le changement climatique menace gravement le développement durable et que l'accès à l'eau devient un problème crucial.

Les richesses du sous-sol pourraient certes stimuler le développement de l'Afrique subsaharienne. Les infrastructures demeurent toutefois insuffisantes et, malgré de légers progrès, les conditions requises ne sont pas toutes réunies pour soutenir une telle dynamique. La démocratisation se heurte à bien des difficultés : corruption, clientélisme et népotisme remettent en cause les efforts consentis pour améliorer la gouvernance et démocratiser l'Etat, notamment là où des matières premières sont en jeu.

L'agriculture offre, elle aussi, une bonne marge de manœuvre : la région pourrait doubler, voire tripler, sa production de produits de base et accroître sa sécurité alimentaire. Cependant, seules 23 % des terres fertiles sont aujourd'hui cultivées. Quoi qu'il en soit, vu la croissance démographique, la productivité agricole devra s'accroître. La hausse des prix alimentaires, la demande dans les villes et les progrès des moyens de transport et de communication offrent ainsi une chance aux paysans. L'intérêt de fonctionnaires et commerçants des villes pour les ressources agricoles risque toutefois d'entraver l'accès à la terre pour certaines populations rurales. De même, une explosion des prix des produits agricoles, due à la spéculation ou à des événements climatiques extrêmes, pourrait mettre la sécurité alimentaire et la paix sociale en danger.

Parmi les évolutions positives, relevons les progrès de la santé : la mortalité infantile a nettement reculé et la situation s'améliore pour ce qui est de la mortalité maternelle. Les taux de contamination par le VIH/sida se stabilisent, mais l'accès aux trithérapies s'avère inégal : garanti dans certains pays, il ne l'est pas dans d'autres. Les habitants des campagnes sont en général défavorisés par rapport à la population des villes et l'injustice ne les laisse pas indifférents. Si des mouvements sociaux voient le jour, les conditions ne sont toutefois pas remplies actuellement pour que la société elle-même puisse véritablement peser sur les décisions.

La société civile se renforce néanmoins. Cette tendance, associée au processus de décentralisation, devrait contribuer à renouveler les structures étatiques à partir de la base. L'éducation et la formation affichent aussi des progrès notables : le taux des élèves achevant l'école primaire est en hausse, l'introduction de l'accès universel à l'éducation de base va bon train, le pourcentage des jeunes filles scolarisées a augmenté et les femmes gagnent en autonomie. A l'inverse, le chômage des jeunes et les déséquilibres démographiques constituent de gros défis : en Afrique subsaharienne, deux tiers des habitants ont moins de 25 ans.

La présence au Darfour de 3,2 millions de démunis constitue toujours un grand problème humanitaire. La région des Grands Lacs a été le théâtre d'une catastrophe humanitaire et la situation demeure instable. Depuis avril 2012, la spirale de la violence a été réactivée dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo : les affrontements entre les rebelles et l'armée congolaise ont chassé 2,4 millions de personnes de chez elles. Au Sahel, plus de 18 millions de personnes ont connu en 2012 une insécurité alimentaire chronique. A l'inverse, la Corne de l'Afrique a bénéficié de pluies relativement abondantes. Déjà engorgés, les camps ont dû accueillir de nouveaux réfugiés et une épidémie de choléra a frappé le camp de Dadaab, au Kenya.

« L'agriculture offre une bonne marge de manœuvre : la région pourrait doubler, voire tripler, sa production de produits de base et accroître sa sécurité alimentaire. »

« La fragilité du contexte subsaharien met la souplesse de la coopération internationale de la Suisse à rude épreuve. »

Longtemps cité en exemple en matière de démocratisation en Afrique subsaharienne, le Mali, affaibli par des tensions internes, n'a pas été en mesure de mettre un frein à la montée des fondamentalistes. Les islamistes se sont également imposés dans le nord du Nigéria et de la Mauritanie, aux dépens des Touaregs indépendantistes. En Somalie, le groupe al-Shabab s'étant retiré et des élections devant désigner un nouveau gouvernement, des espoirs sont néanmoins permis. Le Ghana est quant à lui parvenu à organiser ses cinquièmes élections démocratiques.

Les activités de la DDC en Afrique subsaharienne sont extrêmement variées et visent notamment la santé, le développement rural et l'administration locale. Le SECO soutient ses pays partenaires – Ghana et Afrique du Sud – dans leurs efforts pour consolider

une croissance économique durable et respectueuse du climat et pour s'intégrer dans l'économie mondiale.

Comme l'illustre le cas du Mali, la fragilité du contexte subsaharien met la souplesse de la coopération internationale de la Suisse à rude épreuve. Contrairement à d'autres donateurs, la DDC a décidé de rester au Mali, même pendant la crise. Elle a davantage concentré ses activités dans le sud du pays, où elle collabore avec des communautés locales au sein de structures décentralisées.



## Etudier pour soi et pour les autres

Adélaïde Laourou a bénéficié de l'appui du programme de la DDC pour la promotion de l'éducation des filles (ASPEF). Elle vit au Bénin.

” Je n'ai jamais eu de père. Durant ma scolarité, ma mère m'a toutefois pleinement soutenue et je me suis efforcée de figurer parmi les meilleures élèves de ma classe. Selon la tradition, les jeunes filles sont faites pour travailler au ménage et aux champs, pas pour aller à l'école. Je voulais combattre ce préjugé et j'ai travaillé sans relâche, jusqu'à l'obtention de mon baccalauréat en 1996.

Une année après mon entrée à l'université, ma mère est décédée et ce fut le début de l'enfer. Je devais régler mes propres problèmes mais aussi veiller à la formation de ma sœur et de mon frère. Pendant deux ans, nous avons vécu dans des conditions très dures. J'ai dû interrompre mes études afin de travailler au sein de l'ONG Dignité féminine présente dans mon village. C'est là que j'ai pris connaissance des offres proposées par le programme destiné à renforcer le développement local, dénommé aujourd'hui Appui suisse à la promotion de l'éducation des filles (ASPEF). J'ai présenté ma candidature et obtenu une bourse d'études. En 2000, j'ai ainsi pu reprendre mes

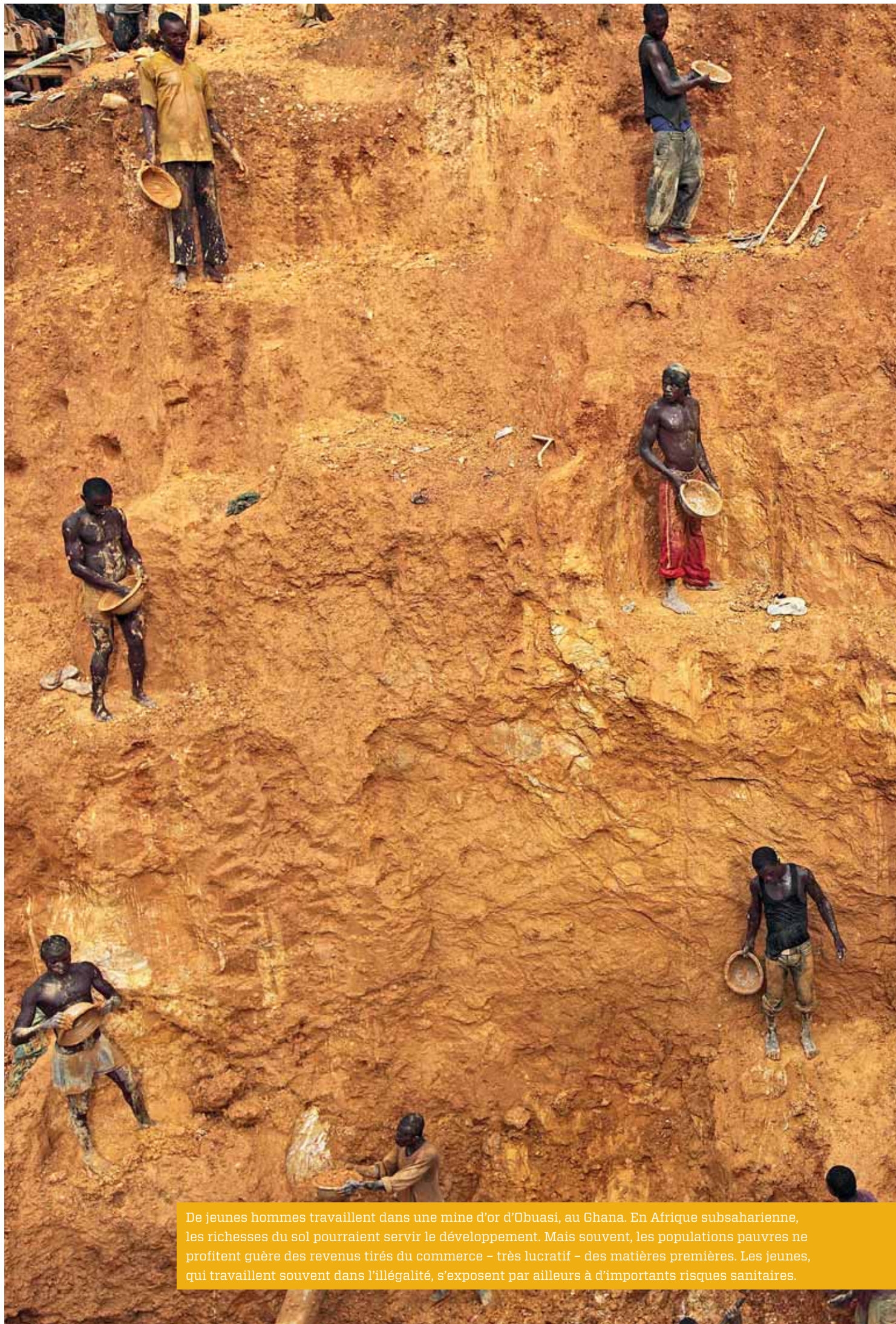
études et je les ai achevées en obtenant un diplôme en sociologie. La bourse que j'avais reçue m'a même permis de participer aux frais de formation de ma sœur et de mon frère.

Au terme du stage organisé par l'ASPEF, j'ai été engagée comme coordinatrice assistante. Avec d'anciennes boursières, comme moi, nous avons fondé en 2003 une organisation sans but lucratif : le Cercle d'action pour le développement et l'épanouissement de la femme et de l'enfant (CADEFE). Notre objectif était de transmettre l'expérience tirée du programme ASPEF aux jeunes filles et aux femmes de nos villages. En 2009, j'ai été élue à la tête de l'association et je m'y consacre depuis corps et âme.

Grâce à nos activités sur le terrain, plus de vingt étudiantes de ma commune d'origine fréquentent actuellement l'Université d'Abomey-Calavi, dans le sud du Bénin. Tout ce que j'ai appris, je le dois au programme ASPEF.







De jeunes hommes travaillent dans une mine d'or d'Obuasi, au Ghana. En Afrique subsaharienne, les richesses du sol pourraient servir le développement. Mais souvent, les populations pauvres ne profitent guère des revenus tirés du commerce - très lucratif - des matières premières. Les jeunes, qui travaillent souvent dans l'illégalité, s'exposent par ailleurs à d'importants risques sanitaires.



# Résultats 2012 : Afrique subsaharienne

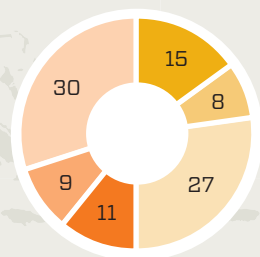
□ Au Burkina Faso, la DDC et d'autres donateurs ont financé ensemble en 2012 la formation de 15 000 conseillers et conseillères pédagogiques. Environ 220 000 adultes, en majorité des femmes, ont appris **à lire et à écrire**.

□ Dans les régions du Mali où la DDC mène des activités, **les recettes fiscales ont augmenté de 20 %**. La DDC a aidé des représentantes et des représentants traditionnels de la population à atteindre cet objectif.

□ Dans la région du Somaliland, l'Aide humanitaire a, par l'intermédiaire d'une organisation partenaire, **déminé** un total de 206 ha de terres, qui peuvent désormais être exploitées en toute sécurité. Par ailleurs, plus de 70 000 personnes ont été sensibilisées au danger que représentent les engins explosifs et les mines.

□ Depuis 2009, le SECO apporte son appui à l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE). Le label ITIE certifie que la population d'un pays peut **prendre connaissance des recettes** que l'Etat tire des domaines minier et pétrolier. En

**Afrique subsaharienne : DDC, répartition par thème 2012 (en %)**

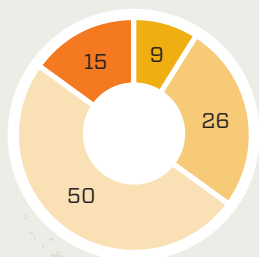


2012, le Mozambique et la Zambie ont rempli les exigences pour obtenir le label.

□ Au Niger, 930 km<sup>2</sup> de **pâtures** ont été inscrits dans un **plan de répartition** et mis à disposition des bergers. La signalisation des itinéraires de transhumance sur 1350 km facilite le déplacement des troupeaux.

□ Avec l'appui du SECO, l'Afrique du Sud a été en mesure de proposer six **voyages équitables** sur le marché européen. Ce succès

**Afrique subsaharienne : SECO, répartition par thème 2012 (en %)**



a ouvert de **nouveaux débouchés** à 34 entreprises touristiques sud-africaines qui emploient au total 900 personnes.

□ Dans le nord du Mozambique, 844 petits paysans ont doublé leurs récoltes de soja et ainsi plus que **triplé leurs revenus**. Grâce à un transfert de technologies, la DDC aide les paysans à adapter la qualité et la quantité du soja produit aux besoins de l'entreprise privée qui achète les récoltes.

□ Dans la région des Grands Lacs, la DDC a

ouvert à plus de deux millions de personnes un accès à des **services de base de qualité dans le domaine de la santé**. Depuis 2010, la mortalité maternelle dans les régions où la DDC réalise des projets a diminué de 120 à 80 décès pour 100 000 naissances.

□ Le Groupe pour le développement des infrastructures privées (PIDG) **mobilise des investissements privés** afin de financer des projets d'infrastructures. Depuis 2002, 100 millions d'habitants de pays en développement ont ainsi vu s'améliorer leur accès aux services infrastructurels. En 2012, le SECO a décidé de renouveler sa participation au PIDG en lui versant 62 millions de dollars.

□ Avec l'appui de la DDC, l'association de pêcheurs Mwaloni, en Tanzanie, est parvenue à convaincre les autorités locales de l'importance du marché aux poissons pour les recettes fiscales de la ville de Mwanza. Les autorités ont ensuite reconnu les pêcheurs comme des acteurs sociaux et participé financièrement à la **rénovation des infrastructures du marché**.

□ Au Soudan du Sud, une bonne collaboration de l'Aide humanitaire avec le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a permis de **réduire considérablement le taux de mortalité et la sous-nutrition** dans les camps de réfugiés d'« Unity » et d'« Upper Nile ».

□ Au Ghana, au Burkina Faso et au Mozambique, les projets bilatéraux du SECO destinés à favoriser la réforme fiscale ont contribué à **accroître les recettes fiscales**, à instaurer des régimes fiscaux plus équitables et à améliorer les conditions pour le secteur privé, en vue de promouvoir une croissance durable.







Afrique subsaharienne

Carte Blanche à Mohomodou Houssouba

# A l'épreuve de la crise malienne

Retour sur 2012

Ecrivain et scientifique  
originaire du Mali,  
Mohomodou Houssouba  
vit à Bâle.

De l'éclatement d'une rébellion séparatiste en janvier au putsch de mars et à la débâcle consécutive de l'armée face aux groupes armés dans le nord, la crise malienne aura durablement marqué l'année 2012 en Afrique de l'Ouest. Et lorsqu'à fin décembre, les islamistes détruisent le reste des mausolées historiques de Tombouctou, amputent des personnes à Gao et refoulent les séparatistes à la frontière algérienne, ils mettent en scène leur emprise totale sur une immense région dont ils font un laboratoire singulier. Les innombrables métaphores n'épuisent pas la profondeur du gouffre laissé par la disparition de l'administration malienne des deux tiers du pays.

Car, même si la zone abrite l'équivalent d'environ la moitié de la population de Bamako et pèse peu sur la balance commerciale, elle représente néanmoins un défi existentiel pour le pays et la région. C'est l'enjeu du Sahel – la côte devenue infréquentable, une « rive sauvage » vers laquelle ne court plus personne. Du moins, pas le touriste occidental, pas même le travailleur humanitaire le plus aguerris aux sentiers épineux. Le Sahel se transforme en zone franche de cartels mafieux – de « l'industrie de l'enlèvement » au narcotrafic. Dans ce cas précis, la cocaïne arrive de l'Amérique du Sud aux côtes ouest-africaines avant d'emprunter les routes transsahariennes pour l'Europe. Cette économie criminelle déstructure davantage le commerce légal dans toute la sous-région. L'économie malienne, qui a joui de taux de croissance constants, connaît un recul brutal avec l'arrêt des investissements.

Le tourisme culturel attirait jusqu'à 400 000 visiteurs par an. Le secteur absorbait le chômage des jeunes dans des zones sans autres débouchés. Les sites prestigieux comme Djenné, Tombouctou et le Pays Dogon étaient au cœur des circuits touristiques des

voyagistes de la sous-région. Les organisateurs de tours incluaient les sites maliens dans leurs offres.

De projets longtemps rêvés comme la route de Tombouctou ou la connexion en fibre optique du Nord Mali sont interrompus. Ainsi, en plus de connaître la terreur, les populations perdent les infrastructures naissantes.

La guerre vient compléter le tableau. Avec ces signaux, on n'est pas d'emblée porté sur l'espoir. Mais, les rapports sociaux restent denses au Mali et une promesse de justice peut les consolider encore. Car la société malienne ne s'est pas effondrée. Il existe un espace d'échange remarquable par sa diversité. La résilience des populations sous occupation s'est manifestée au quotidien dans leur rejet de l'extrême. De nouveaux repères se créent autour de valeurs comme la solidarité, la protection du voisin, le courage physique des jeunes et des femmes qui bravent des interdits, la détermination de religieux qui résistent à des ordres obscurantistes, l'engagement bénévole des enseignants, la relance du jardinage et de la médecine locale. Les structures issues de la décentralisation – un processus accompagné par la Suisse – ont facilité cette dynamique. Elles ont contribué à réorganiser le service public en impliquant la base. Face à la violence armée, la population a pratiqué la désobéissance civile. La justice est encore préférée à la vengeance.

Le défi est donc posé à ceux qui ont aidé par le passé. Seront-ils tentés de conclure que tout nouvel investissement n'aboutira à rien ? Même compréhensible, une telle réaction équivaut à sanctionner les victimes au lieu de reconnaître leur immense capacité de rebondissement. C'est nier un formidable esprit de vie et d'espoir face à l'épreuve.



Saleha, 12 ans, a fui la Syrie avec ses parents pour trouver refuge dans un camp turc. Elle porte toujours sur elle la carte d'identité de son frère tué dans le conflit. Au début de l'année 2013, bien plus d'un million de personnes avaient trouvé refuge dans des pays voisins, et le nombre de déplacés internes atteignait plus de deux millions de personnes.



## Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient

# Entre révolution et transition

Le conflit syrien et la fragilité de la démocratisation en Afrique du Nord pèsent sur le développement prometteur enregistré dans la région. Du Maroc au Yémen, les réfugiés et les déplacés internes sont tributaires de la protection internationale. La Suisse contribue à ouvrir de nouvelles perspectives.

Les pays d'Afrique du Nord, du Proche-Orient et du Moyen-Orient présentent divers degrés de fragilité et d'instabilité. Tandis que l'Afrique du Nord passe de la révolution à la transition, des conflits sanglants, telle la guerre en Syrie, secouent le Proche-Orient et le Moyen-Orient. Dans la plupart des pays, les groupements et les partis islamistes ont le vent en poupe et, en plusieurs endroits, ont passé avec succès l'épreuve des élections démocratiques.

Toute la région a connu de profonds changements et les nouveaux gouvernements doivent répondre à des attentes énormes. Il est toutefois extrêmement difficile de passer sans autres de la révolution à la démocratie, et la transition comprend des tâches multiples : redéfinir le contrat social, réformer l'économie et la politique et garantir la protection sociale.

Dans le cadre du programme suisse pour l'Afrique du Nord, la DDC, le SECO, la Direction politique, la Direction du droit international public et l'Office fédéral des migrations soutiennent l'Égypte, la Tunisie, la Libye et le Maroc dans trois domaines clés : transition démocratique et renforcement des droits de l'homme ; développement économique et création d'emplois ; migration et protection des personnes particulièrement vulnérables. Ayant rapidement élaboré son programme, la Suisse a pu mener des activités notables en Afrique du Nord depuis 2011. Au Caire et à Tunis, la coordination de la coopération s'est dotée de nouvelles structures grâce à une collaboration étroite avec les ambassades suisses. La DDC travaille par ailleurs avec des partenaires désireux d'instaurer un développement pacifique et constructif. Ce faisant, elle applique une approche sensible aux conflits.

Afin d'ouvrir de nouvelles perspectives économiques, le SECO soutient en Égypte des projets destinés à créer et à promouvoir les petites et moyennes entreprises. Pour ce faire, il s'attache avant tout à renforcer la compétitivité et à créer des emplois. Il soutient par ailleurs la réforme de l'administration des finances publiques et l'amélioration des infrastructures dans

les domaines de la santé et de l'eau. En Tunisie, le SECO concentre ses activités sur l'amélioration des infrastructures urbaines, ainsi que sur l'amélioration de la chaîne de valeur ajoutée et des exportations. La compétitivité des entreprises locales est promue par l'accès aux crédits et aux participations en capital ainsi que par le renforcement du secteur financier.

La région étant relativement proche de l'Europe, la Suisse met l'accent sur l'instauration de la démocratie et sur la stabilisation de la situation. Compte tenu des crises humanitaires, économiques et sociales, les mouvements migratoires se sont poursuivis en 2012. Dans certains cas, tel celui de la Syrie, ils se sont accrus. Selon les estimations de l'ONU, la Syrie comptait à elle seule environ 2 millions de déplacés internes en décembre 2012, alors que plus d'un demi-million de Syriennes et de Syriens s'étaient réfugiés dans les pays voisins. Au Yémen, le flux migratoire en provenance de la Corne de l'Afrique ne tarit pas, tandis que les migrantes et les migrants arrivés dans le nord de l'Afrique en provenance de pays subsahariens ont toujours besoin de protection et de produits de base. Il importe aussi d'apporter de nouvelles solutions aux flux migratoires qui se dirigent d'Afrique du Nord vers l'Europe.

Dans l'ensemble de la région, le risque de catastrophes naturelles (séismes, inondations, glissements de terrain, sécheresse et désertification) est par ailleurs élevé.

En 2012, l'aggravation de la crise syrienne et le besoin croissant d'aide humanitaire ont placé aussi bien la communauté internationale que la Suisse face à un défi de taille, d'autant que les conditions de sécurité restreignaient l'accès direct aux personnes qui en avaient le plus besoin. En février, la Confédération a décidé de déplacer l'ambassade suisse et le bureau de la DDC de Damas, respectivement à Beyrouth et à Amman. Cette décision oblige la DDC à organiser désormais ses activités humanitaires à partir du bureau régional de coopération d'Amman. Le point positif,

« En 2012, l'aggravation de la crise syrienne et le besoin croissant d'aide humanitaire ont placé aussi bien la communauté internationale que la Suisse face à un défi de taille. »



c'est que la DDC peut s'appuyer sur un solide réseau tissé au fil des ans, qui regroupe des organisations partenaires capables d'identifier les besoins sur place et d'assurer le suivi des activités cofinancées par la Suisse.

Face à l'escalade du conflit en Syrie, la DDC a renforcé son aide d'urgence et à la survie, tout en se concentrant sur la protection des réfugiés et le soutien psycho-social aux personnes traumatisées. Entre l'éclatement de la crise et 2012, la DDC a alloué 20 millions de francs à plus de 30 projets destinés à la population touchée par le conflit. Sur ce total, environ 40 % ont été utilisés en Syrie et 60 % ont servi à financer l'aide dans les pays voisins (Iraq, Jordanie, Liban et Turquie).

Au Liban et en Jordanie, la DDC a continué à jouer un rôle de premier plan dans le développement de capacités nationales et locales pour réduire les risques de catastrophes, notamment en matière de prévention et de préparation à une intervention rapide. En collaborant avec ses organisations partenaires, la DDC est parvenue à améliorer les conditions de vie des réfugiés et des déplacés internes au Yémen.



## Des familles accueillent les réfugiés

**Hassan Kanaan vit dans le village d'al Saleh, dans la région d'Akroum (Liban). Bien qu'elles soient pauvres, nombre de familles du nord du Liban ont accueilli des réfugiés venus de Syrie. Afin d'améliorer leur situation financière, la DDC verse une aide aux familles d'accueil d'Akroum et de Wadi Khaled.**

” Ils sont arrivés de nuit, en pleurs, et ont demandé l'hospitalité. Ils n'avaient rien emporté et ne connaissaient personne. Je les ai aussitôt installés dans ma vieille maison. Oum Omar, la mère, avait payé 5000 livres syriennes par personne pour entrer au Liban. La zone frontalière est minée. Elle m'a raconté qu'elle a dû, au préalable, verser 150 000 livres pour acheter la liberté de son fils enlevé à Homs, et qu'ils ont essuyé des tirs de leurs voisins en retournant chez eux. Elle n'a heureusement pas été blessée. Ces mêmes voisins ont attaqué leur maison à plusieurs reprises et volé tous leurs biens. La dernière fois, ils ont même bouté le feu à l'habitation, si bien que la famille n'avait plus d'autre choix que de prendre la fuite.

La situation d'Oum Omar ressemble à celle de nombreuses familles syriennes venues se réfugier ici, à Akroum. Leur sort, mais aussi le nôtre, me préoccupaient beaucoup, car nous avons nous mêmes à peine de quoi vivre. Le versement mensuel de la DDC a réduit la pression financière et nous pouvons continuer à héberger la famille d'Oum Omar dans des conditions décentes. J'en suis très heureux.

Je souhaite que le conflit prenne fin bientôt et que les familles syriennes puissent retourner dans leurs villages. Finalement, on n'est jamais aussi bien que chez soi.



# Résultats 2012 : Afrique du Nord, Proche-Orient et Moyen-Orient

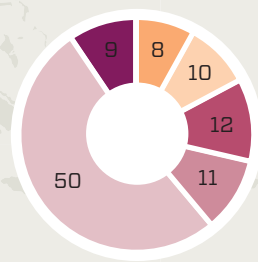
□ L'aide financière fournie par la DDC a permis à 10 000 déplacés internes réfugiés à Alep, en Syrie, de manger **un repas chaud** par jour. L'insécurité alimentaire ne cessant de s'aggraver, la DDC a également fourni un appui à des familles de bergers démunies, afin de les aider à garantir leurs sources de revenus et leur production vivrière.

□ En Tunisie, le SECO s'attache à promouvoir des **méthodes de production plus écologiques**. Des spécialistes nationaux et 20 entreprises (sur 75) de divers secteurs – construction de routes, cuir, textile, agriculture et tourisme – ont déjà été formés et ont sensiblement amélioré leur bilan écologique.

□ Dans le nord du Liban, la DDC a versé de l'argent comptant à 500 familles libanaises pauvres pour les aider à **héberger** quelque 3500 **réfugiés syriens**. Grâce notamment à ce projet, il n'a jusqu'ici pas été nécessaire d'y ouvrir des camps de réfugiés pour les personnes fuyant la Syrie.

□ Avec l'appui du SECO et du Centre du Commerce International, le secteur tunisien du conditionnement de

**Afrique du Nord et Proche- et Moyen-Orient : DDC, répartition par thème 2012 (en %)**



Santé (<1 %)

Education

Agriculture, eau et environnement

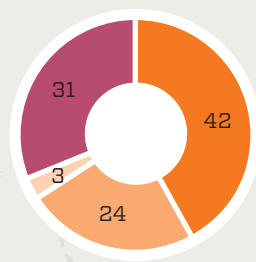
Etat de droit, démocratie

Autres (économie et emploi / prévention des conflits)

Aide humanitaire

Contrib. générale UNRWA

**Afrique du Nord : SECO répartition par thème 2012 (en %)**



Développement du secteur privé

Financement des infrastructures

Soutien macroéconomique

Promotion du commerce

fruits et de légumes s'est doté d'une **stratégie d'exportation**. Douze entreprises exportent désormais leurs produits vers des pays tiers. Grâce à une stratégie nationale, plusieurs dizaines d'entreprises ont pu se regrouper au sein d'une association.

□ Au Liban, la DDC et l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) ont permis à 41 familles

de réfugiés dans le camp d'Ein al-Hilweh de **rénover leurs maisons**. De son côté, l'Union européenne a décidé d'allouer 6,8 millions de francs à dix camps de réfugiés, afin de financer la rénovation de 736 autres habitations. Un spécialiste de la construction du CSA met son savoir-faire à disposition.

□ Dans le cadre du financement d'infrastructures que le SECO alloue aux localités

tunisiennes de Choutrana, de Thala et de Fériana, des projets ont été lancés pour réhabiliter et construire des installations d'épuration des eaux. Une fois achevées, elles assureront le **traitement des eaux usées de plus d'un million de personnes**.

□ Au Maroc, le travail de la DDC en matière de **prévention des catastrophes** a été reconnu au plus haut niveau : le roi lui-même a promis d'apporter son appui à l'amélioration de la protection civile. En obtenant la certification du Groupe consultatif international de la recherche et du sauvetage (INSARAG), le service concerné devrait atteindre un niveau de qualité agréé au plan international.

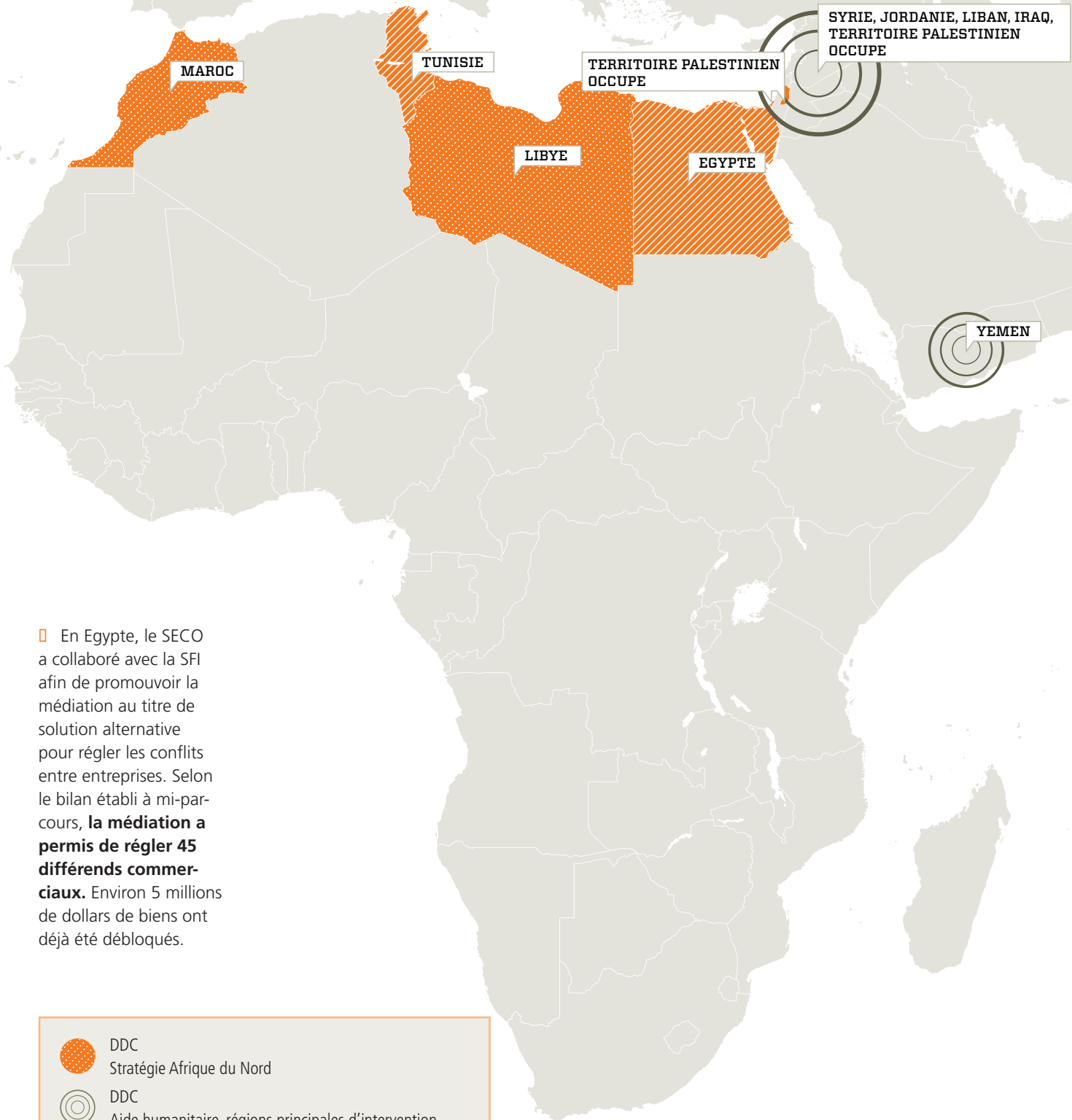
□ A Gaza, la DDC a cofinancé un programme de formation destiné à des jeunes en difficulté scolaire. Le projet est mis en œuvre par l'UNRWA. Grâce à une formation ciblée et à une collaboration étroite avec le secteur privé, notamment le secteur de la construction, 71 % des 700 jeunes concernés ont **trouvé un emploi**.

□ Fin novembre 2012, Le Caire a accueilli pour la première fois une





conférence régionale sur le règlement extrajudiciaire des litiges. La rencontre a été organisée dans le cadre d'un programme régional, soutenu par le SECO, de la Société financière internationale (SFI). Une intensification des **échanges de connaissances et d'expériences** devrait servir à mieux ancrer cette approche dans la région.

□ En Tunisie, le programme de la DDC destiné à promouvoir les petites entreprises dans douze provinces défavorisées a jusqu'ici permis de créer quelque **3000 emplois** et contribué à fonder **1000 petites entreprises**. L'amélioration de l'adduction d'eau et la rénovation de bâtiments scolaires ont de plus créé des emplois à durée déterminée.

□ Le financement initial que la DDC a accordé au Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF, sis à Genève) a servi à créer un fonds fiduciaire multilatéral pour la **réforme du secteur de la sécurité** en Afrique du Nord. L'objectif est de garantir le respect des droits de l'homme et des lois par les forces de sécurité et de placer celle-ci sous le contrôle démocratique des parlements.



□ En Egypte, le SECO a collaboré avec la SFI afin de promouvoir la médiation au titre de solution alternative pour régler les conflits entre entreprises. Selon le bilan établi à mi-parcours, **la médiation a permis de régler 45 différends commerciaux**. Environ 5 millions de dollars de biens ont déjà été débloqués.

-  DDC Stratégie Afrique du Nord
-  DDC Aide humanitaire, régions principales d'intervention
-  DDC Stratégie Afrique du Nord SECO Pays et programmes prioritaires
-  DDC Programme spécial



Une jeune femme participe à une manifestation au Maroc s'inscrivant dans le mouvement des révoltes arabes. Les changements survenus dans la région sont profonds et les populations attendent beaucoup de leurs gouvernements. Mais le passage de la révolution à la démocratie n'est pas aisé : des processus de transition complexes sont nécessaires.







Perihan Abou-Zeid est cofondatrice et directrice générale de Qabila Media Productions, une société basée au Caire (Egypte). Qabila utilise le « crowd-sourcing » et les médias numériques pour créer des émissions d'éducation civique à la fois divertissantes et stimulantes.

## Carte blanche à Perihan Abou-Zeid

# Les médias sociaux façonnent l'avenir de l'Egypte

En 2008, un syndicaliste nommé Wael Habib a appelé à une grève le 6 avril, afin de défendre les droits des ouvriers du textile de El-Mahalla El-Kubra (une ville industrielle dans le delta du Nil). A sa grande surprise, 60 000 à 80 000 travailleuses et travailleurs de diverses branches se sont joints au mouvement, qui est devenu la plus vaste grève que l'Egypte ait connue depuis l'arrivée de Moubarak à la présidence. Quelques jours avant la date fixée, de jeunes militants avaient relayé l'appel de Wael Habib sur les médias sociaux et par des textos. C'est ainsi que le Mouvement du 6 avril a vu le jour, et ce fut aussi la première fois que les médias sociaux ont servi à mobiliser les foules à des fins politiques.

Ces deux dernières années, nombre d'initiatives ont été lancées par l'intermédiaire des médias sociaux. Je suis moi-même fière d'appartenir à QabilaTV, l'une des start-ups égyptiennes nées de la révolution qui émettent sur YouTube. Nous nous sommes concentrés sur la création de programmes au contenu non-partisan destinés à informer les gens sur la politique, l'économie, les droits de l'homme et la participation citoyenne, tout en les divertissant. On peut citer également d'autres cas où les médias sociaux ont joué un rôle intéressant.

La page « Nous sommes tous des Khaled Said » est le plus bel exemple de la cyberdissidence : après avoir suivi une évolution classique, elle a engendré un mouvement historique. Dans son livre *Révolution 2.0*, Wael Ghonim explique comment il s'est servi de cette page pour mobiliser le public : il s'est contenté de retracer la vie de Khaled Said et d'exposer comment celui-ci a été injustement torturé par la police. Ce qui était inhabituel, c'était le ton employé sur cette page : dépourvu d'agressivité, il était à même de toucher l'Egyptien moyen. Les auteurs relevaient des cas de corruption, mais aussi les bonnes actions d'officiers de police. Ils parlaient la langue du peuple et lorsqu'ils ont appelé à des *actions pacifiques*, celui-ci a suivi.

Rassd est un réseau d'information lancé sur Facebook en janvier 2011 par de jeunes militants désireux de diffuser la vérité en direct depuis la place Tahrir. Consulté des millions de fois par jour, le site de Rassd est considéré comme une source d'information digne de confiance. Deux jeunes informaticiens ont par ailleurs mis leurs compétences à profit pour créer deux sites faisant appel à la participation populaire : Zabatak.com, une plateforme où les internautes signalent les abus et actes illégaux durant les élections parlementaires, et Morsimeter.com, un site qui évalue les actions du président Morsi en se référant aux promesses qu'il a faites au terme de ses 100 premiers jours au pouvoir.

L'efficacité des médias sociaux n'est toutefois pas sans faille. Lorsque les militants ont lancé des campagnes en ligne pour inviter les gens à voter contre la révision de la Constitution, leurs appels sont restés vains. Il en fut de même pour les messages appelant à voter blanc au second tour des élections présidentielles. Pourquoi ? La réponse est des plus simples, mais la majorité des groupements politiques, surtout les partis d'opposition actuels, n'ont pas les moyens d'en tirer les conséquences. La voici en bref : les médias sociaux sont un outil qui peut s'avérer très efficace mais ne sont qu'un canal pouvant fonctionner en certaines occasions comme catalyseur auprès d'un public cible. C'est toujours le public qui importe, car ce sont les gens qui recherchent des informations, qui les consomment et agissent en fonction de ce qu'ils apprennent. Il faut savoir quand se servir des médias sociaux, pour propager la vérité ou mobiliser un public jeune, et quand recourir à la communication directe, impliquant des actions sur le terrain (comme le font les Frères musulmans), et écouter les gens pour les convaincre de la justesse des propos formulés.

## Asie

## Des ombres au tableau de la croissance économique

Si nombre de pays d'Asie affichent toujours une croissance économique remarquable, il n'en reste pas moins que plus de 40 % des plus démunis et un tiers de tous les réfugiés du monde vivent dans cette région. La Suisse contribue à réduire la pauvreté et à résoudre les problèmes environnementaux.

« 15 millions de personnes entreront chaque année sur le marché du travail d'ici 2030. »

Les pays d'Asie dépendent désormais moins de l'Occident et les échanges commerciaux se sont intensifiés au sein même du continent asiatique. La Chine continue d'investir massivement dans les infrastructures de transport, la force hydraulique, l'industrie minière et l'agriculture commerciale, cela également dans des pays où la coopération suisse au développement déploie ses activités. D'ici 2040, la population active d'Asie augmentera de 40 %, alors que 15 millions de personnes entreront chaque année sur le marché du travail d'ici 2030.

Ouvrir les frontières aux marchandises, aux services, aux capitaux et à la main-d'œuvre offre certes de nouvelles chances, mais pose aussi deux grands problèmes : d'une part, faute de formation, nombre de personnes, en particulier dans la région du Mékong, doivent se contenter de salaires extrêmement bas ; d'autre part, la pression s'accroît sur les ressources du pays, ce qui peut nuire aux minorités ethniques, aux couches de population les plus pauvres et à la sécurité alimentaire. La DDC réalise surtout des programmes ayant trait à l'agriculture, à la sécurité alimentaire et à la bonne gouvernance, tandis que le SECO se concentre notamment sur les problèmes de la bonne gestion économique et sur les aspects environnementaux et climatiques.

En Mongolie, l'industrie minière favorise un rapide essor économique, augmentant la demande de main-d'œuvre. Les jeunes générations ont plus spécialement besoin de formations professionnelles adaptées au marché du travail. L'attribution de droits d'exploitation sur de grandes surfaces de terrain a parfois des conséquences néfastes sur la sécurité alimentaire et sur la gestion des ressources naturelles. Du point de vue du développement, elle représente un défi crucial, à la fois économique et juridique.

La Suisse développe ses activités au Cambodge et au Myanmar. Outre l'appui humanitaire fourni après

le passage du cyclone Nargis et aux côtés des personnes touchées par le conflit, le nouveau pays prioritaire qu'est le Myanmar bénéficiera bientôt d'un programme étendu de développement. Après les récentes réformes politiques, économiques et sociales engagées par le nouveau gouvernement, la Suisse a, comme tant d'autres pays européens et les Etats-Unis, levé ses sanctions à l'encontre du Myanmar et ouvert à Yangon une ambassade comprenant une représentation de la DDC.

Le Vietnam ayant rejoint le groupe des pays à revenu moyen, la DDC mettra progressivement fin à ses activités sur place d'ici 2016. Le SECO poursuivra en revanche la réalisation de son vaste programme au Vietnam, tout comme en Indonésie, deuxième pays prioritaire de sa coopération en Asie. Le commerce durable, le développement du secteur financier, l'amélioration du climat d'affaires et la mise à disposition d'infrastructures de base forment les piliers de ces deux programmes destinés à promouvoir le développement économique.

La DDC contribue à combler l'écart qui sépare le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam des autres pays de la région en termes de développement et à préparer ces pays à la communauté économique ASEAN à l'horizon 2015. Avec l'appui du SECO, le Laos a achevé avec succès les négociations en vue de son adhésion à l'OMC. L'inscription dans les registres officiels de 75 organisations sans but lucratif a apporté en 2012 une contribution décisive à la promotion de la société civile au Laos. La « disparition », en décembre 2012, de l'une des principales figures de la société civile laotienne et la peur croissante de la population à s'exprimer librement jettent toutefois une ombre sur cette évolution positive.

Le changement climatique menace l'Hindou Kouch et l'Himalaya. Or c'est dans ces massifs montagneux que prennent naissance les dix plus grands fleuves de

la région, qui approvisionnent en eau une population de plus de 210 millions de personnes vivant dans les plaines en aval. Une gestion transfrontalière de l'eau est donc appelée à jouer un rôle crucial dans la région.

Le Népal a fait d'importants progrès vers une paix durable. Si les anciens rebelles maoïstes ont été réintégrés dans l'armée régulière, le processus de paix n'est pas encore achevé. C'est surtout au niveau gouvernemental que les divers partis politiques peinent à s'entendre sur l'adoption d'objectifs communs.

Le Bangladesh se mue peu à peu en pays émergent. Malgré la stabilité politique et économique qui y règne, il importe de prendre au sérieux les disputes provoquées par la critique « Innocence of Muslim », qui ont conduit à des agressions meurtrières contre la minorité bouddhiste. Le gouvernement et les organisations de la société civile doivent consentir de nouveaux efforts pour instaurer une démocratie stable orientée vers l'avenir.

Au Sri Lanka, les derniers camps de réfugiés ont été fermés. Si la plupart des déplacés internes ont pu retourner chez eux, quelques-uns ont été relogés sur des terres attribuées par l'Etat ou continuent de vivre dans des familles d'accueil. Le déminage du nord du pays prendra encore des années. Grâce à la volonté d'acteurs internationaux, la reconstruction des villages dans le nord et l'est du pays va bon train.

Mener des activités dans des contextes aussi fragiles que sont le Pakistan et l'Afghanistan s'avère particulièrement délicat. L'observation permanente du niveau de sécurité, le recours à des instruments sensibles aux conflits et une collaboration étroite avec la population, notamment avec les femmes, permettent à la DDC de maintenir sa présence sur place. Fin 2014, les troupes occidentales devraient se retirer d'Afghanistan et ce retrait pourrait affecter la stabilité de toute la région, y compris celle des pays voisins.

## Des cacaoyers vigoureux inondés de soleil

”

En 2007, j'ai commencé à cultiver du cacao sans disposer du savoir-faire requis. A l'époque, le prix du kilo était intéressant et j'ai décidé d'arrêter la culture de piments, d'oignons et de gingembre pour me consacrer au cacao. Je parvenais alors à produire jusqu'à 400 kg de cacao par ha.

Ce rendement ne me satisfaisait toutefois pas entièrement. Dès 2010, j'ai donc suivi les cours organisés pour les petits paysans avec l'appui de l'ONG Swiss-contact, où j'ai appris les méthodes de culture appropriées. On nous a notamment montré comment tailler correctement les cacaoyers. Lorsque je me suis mis à appliquer ces connaissances sur ma plantation, les voisins ont pensé que j'avais perdu la tête. Ils ne comprenaient pas pourquoi je coupais tant de branches et enlevais tant de feuilles de mes arbres. Mais la taille sert à assurer un bon ensoleillement à toute la plante. Aujourd'hui, mes voisins pensent toujours que je suis un peu fou, mais dans le bon sens du terme. Mes ré-

coltes ont incroyablement augmenté : de 400 kg par ha et par an, elles sont passées à 1000 kg. Ce succès, je le dois aux techniques que l'on m'a enseignées à l'école d'agriculture : cueillettes fréquentes, taille des arbres, fumure appropriée et meilleures semences. Les cours m'ont aussi appris à créer et à gérer une organisation. Avec 29 autres cultivateurs, nous avons ainsi fondé une association de producteurs de cacao, qui fournit non seulement de jeunes cacaoyers, mais aussi des services de microfinancement. Grâce à la volonté et aux efforts des membres, les autorités de la province d'Aceh nous ont nommés en 2011 deuxième meilleure association de producteurs de cacao.

La hausse de la production de cacao a amélioré le revenu de ma famille et je peux envoyer mes trois enfants au lycée. Mon dur labeur m'a valu d'être nommé, en novembre 2012, meilleur cultivateur de cacao de la province d'Aceh.

“



Bustami Mohammed Sabar cultive du cacao dans le sud-ouest de la province d'Aceh, en Indonésie. Il participe à un programme de production durable de cacao, qui bénéficie de l'appui du SECO. Le programme vise à développer le secteur indonésien du cacao, de même que les capacités de gestion et d'organisation des cultivateurs.



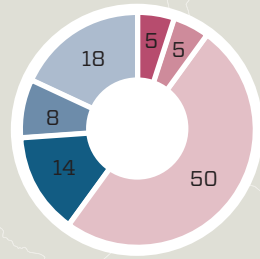
# Résultats 2012 : Asie

En Afghanistan, de meilleures semences et un entreposage mieux adapté des pommes de terre ont amélioré la **sécurité alimentaire** de plus de 20 000 familles dans les zones rurales. Des mesures de reboisement et contre l'érosion du sol mises en œuvre dans une zone de plus de 50 km<sup>2</sup> protègent plus de 75 000 personnes contre les crues.

Au Vietnam, le SECO a participé à un projet pilote de formation qui a permis à trente spécialistes du Ministère des finances d'apprendre à utiliser un nouveau **modèle de prévision** macroéconomique. Ils pourront désormais appliquer le savoir acquis dans la pratique. Le SECO a par ailleurs contribué aux réformes entreprises dans l'administration des finances publiques.

Au Pakistan, la DDC a enseigné de nouvelles méthodes de culture et d'irrigation dans 330 villages, ce qui a permis à quelque 4000 familles d'améliorer leur production. En réhabilitant un réseau d'eau qui dessert plus de 46 000 personnes, l'Aide humanitaire a contribué à **réduire l'impact de maladies**

Asie :  
DDC, répartition par  
thème 2012 (en %)



Santé

Education

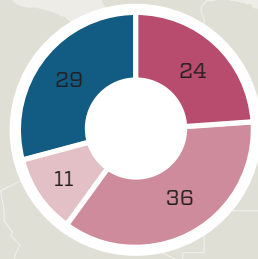
Agriculture, eau  
et environnement

Etat de droit, démocratie

Autres (économie et emploi/  
prévention des conflits)

Aide humanitaire

Asie :  
SECO, répartition par  
thème 2012 (en %)

Développement du secteur  
privéFinancement des  
infrastructures

Soutien macroéconomique

Promotion du commerce

## causées par de l'eau insalubre.

A Cikarang, l'un des plus grands parcs industriels indonésiens, le SECO a participé à la création d'un **centre logistique** unique en son genre dans le pays. Celui-ci réduira le volume des transbordements et des activités douanières au port de Tanjung Priok, qui est le plus grand d'Indonésie. Avec une capacité de 400 à 500 conteneurs par mois et des temps

de transbordement très courts, Cikarang ne manquera pas d'atouts aux yeux des importateurs.

Au Népal, la Suisse a participé à la rénovation et à l'extension d'importantes liaisons routières dans les campagnes et à la construction de 275 **ponts suspendus**. Chaque pont raccourcit d'environ deux heures et demie en moyenne le trajet des habitants jusqu'au marché local le plus proche.

A Aceh, en Indonésie, un **partenariat public-privé** soutenu par le SECO permet à 45 000 cultivateurs de cacao de suivre une formation. Ils peuvent ainsi améliorer la qualité et la quantité de leurs récoltes, et **accroître leurs revenus**. Une formation en matière d'organisation et de gestion financière est dispensée au sein de 1520 coopératives.

Au Bangladesh, la **participation citoyenne** s'est nettement accrue : 200 000 personnes, surtout les plus démunies, ont bénéficié de prestations de meilleure qualité et d'une plus grande transparence ; 300 000 personnes, dont 40 % de femmes, participent désormais activement à la prise de décisions au niveau local.

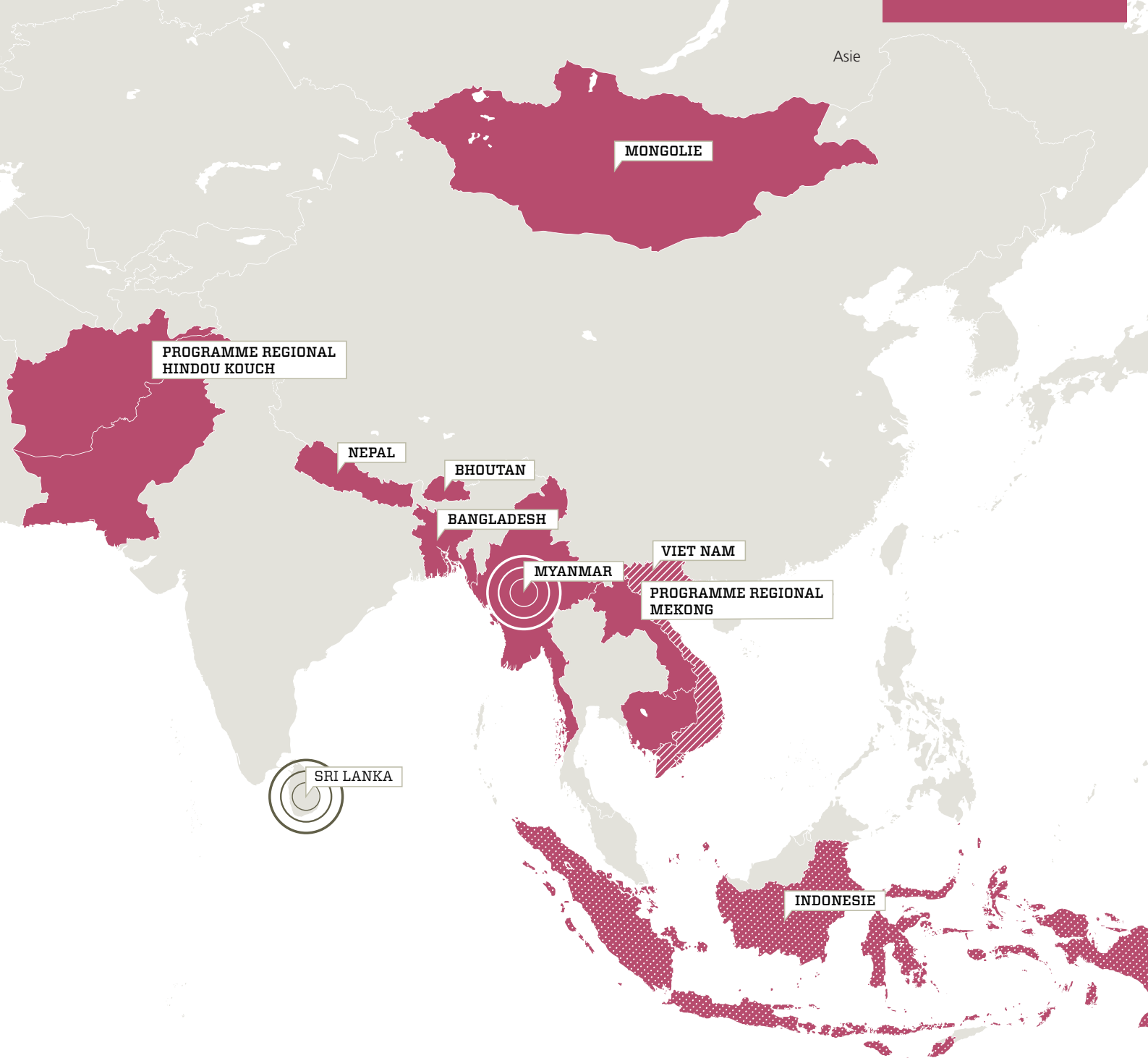
Dans le nord du Sri Lanka, l'Aide humanitaire a fourni une assistance financière et technique à des familles et contribué ainsi à la reconstruction de 2750 maisons. Elle participe également à la rénovation des infrastructures, en particulier des écoles, le but étant de favoriser le **retour à la normale**.

En Mongolie, un total de 2,1 millions

de clients ont réglé en 2012 leurs **affaires administratives** auprès de l'un des 35 guichets polyvalents (*one-stop-shops*). Ce sont surtout les femmes et les habitants des zones rurales qui ont profité de cet accès simplifié aux services de l'Etat. Le taux de satisfaction de la clientèle a atteint 94,5 %.

En Mongolie, toutes les institutions publiques du district de Khvod ont été équipées de cuisinières électriques. Cet effort permet de nourrir 12 000 personnes par jour, tout en **évitant la consommation de végétaux combustibles** sur 1485 ha de terres.

Au Vietnam, le SECO a modernisé l'infrastructure de quatre laboratoires. Ceux-ci peuvent à présent décerner des certificats reconnus au plan international, par exemple à des produits agricoles destinés à l'exportation. Ce progrès facilite l'accès des produits vietnamiens **aux marchés internationaux**.



- DDC  
Pays et régions prioritaires, programmes spéciaux
- DDC  
Aide humanitaire, régions principales d'intervention
- SECO  
Pays et programmes prioritaires
- DDC Pays et régions prioritaires, programmes spéciaux  
SECO Pays et programmes prioritaires

## L'art et la culture au cœur du changement social

Partie intégrante de notre vie, la culture marque notre identité. Elle témoigne de la modernité d'une société, donne une voix aux plus faibles et détermine le rythme selon lequel la société évolue. En suscitant la compréhension, mais aussi en éveillant des émotions, les artistes sont l'un des moteurs de cette évolution. La coopération internationale de la Suisse reconnaît l'importance de l'art et de la culture pour le développement, notamment dans les pays en

transition et dans les contextes fragiles. Elle soutient le secteur culturel dans ses pays partenaires et favorise l'accès des artistes et des productions culturelles du Sud et de l'Est au marché culturel et au public suisses. La Suisse favorise ainsi la diversité des modes d'expression artistique et le dialogue interculturel, deux aspects essentiels d'une mondialisation propice au développement.



« La photographie est l'un des moyens qui peuvent nous aider à faire évoluer les valeurs culturelles et à renforcer la démocratie. »

**Basir Seerat,**  
centre de  
photojournalisme  
**3rd Eye, Kaboul**  
(Afghanistan)

L'image que les médias donnent de l'Afghanistan depuis une dizaine d'années est souvent uniforme. En collaboration avec « 3rd Eye », première agence photographique professionnelle afghane, la DDC a décidé de rectifier le tir : elle a organisé une exposition de photos qui montre un autre Afghanistan, celui qui fait le quotidien de millions d'Afghanes et d'Afghans. Après avoir attiré 50 000 visiteurs en Afghanistan, l'exposition est en tournée en Suisse depuis 2012. Le Kornhausforum l'a accueillie à Berne en automne 2012 et ce fut l'une de ses manifestations les plus fréquentées durant l'année.



« Le cinéma bangladais a eu droit pour la première fois aux honneurs d'un festival international de films. »

**Golam Rabbany Biplob,**  
cinéaste,  
Dhaka (Bangladesh)



« Fribourg a sa place dans l'histoire du cinéma bangladais. Le festival a en effet apporté un soutien substantiel à l'industrie cinématographique de mon pays », a déclaré Golam Rabbany Biplob, après que le Festival international de films de Fribourg a consacré toute une partie de son programme au cinéma de ce pays d'Asie du Sud. La programmation a coïncidé avec le 40<sup>e</sup> anniversaire de la coopération bilatérale entre la Suisse et le Bangladesh, période durant laquelle le pays a grandement changé. La création artistique et culturelle reflète et influence l'évolution en cours.



Cinquante ans après que de nombreux pays africains ont acquis leur indépendance, les films d'Afrique subsaharienne ont presque totalement disparu des écrans du continent et, avec eux, les cinémas des villes. La technologie numérique pourrait toutefois inverser la tendance. Deux projets ou événements soutenus par la DDC ont contribué en 2012 à faire renaître le cinéma africain. Il s'agit du fonds « Succès Cinéma Burkina Faso » visant à soutenir la production et la distribution du cinéma burkinabé ainsi que du Festival international du film de Locarno durant lequel le cinéma africain a été largement présent. Plus de vingt réalisateurs et producteurs se sont en effet rendus sur place et ont eu l'occasion de s'y former et de trouver des ressources pour leur prochain film.

« L'Afrique dispose de toutes les ressources, de toutes les énergies et du talent pour inventer sa propre destinée. »

**Gaston Kaboré,**  
cinéaste,  
Ouagadougou  
(Burkina Faso)



« Notre-Dame du Nil » est un roman dont l'action se déroule dans le Rwanda du début des années 1970. En avril 2012, son auteure, Scholastique Mukasonga, a reçu le Prix Kourouma au Salon africain du livre, soutenu notamment par la DDC. La consécration est arrivée plus tard, avec l'attribution du Renaudot, l'un des plus grands prix littéraires français. Pour l'écrivaine, ces distinctions constituent un pas vers la reconnaissance de l'histoire de son peuple. Mais publier et diffuser des livres en Afrique est un long chemin semé d'embûches. Autrement dit, nombre de personnes n'ont toujours pas accès aux œuvres qui les concernent directement.

« Il fallait sauver la mémoire. Mes livres sont des tombeaux de papier. »

**Scholastique Mukasonga,**  
écrivaine,  
Rwanda



## « Mes enfants ont un toit sur la tête et à manger dans l'assiette »

Rasa Selvarani, 44 ans, vit dans le village de Kaithadi (Navatkuli, Jaffna) au Sri Lanka. Depuis la fin de la guerre, en mai 2009, la DDC vient en aide aux familles qui retournent chez elles, dans le nord du pays : elle leur fournit un appui financier et des conseils techniques pour reconstruire les habitations et les écoles, ainsi que pour fonder des micro-entreprises.



J'ai huit enfants, six filles et deux garçons. J'ai perdu mon mari en 2009, peu avant la fin du conflit armé. Mes enfants et moi avons tout d'abord été pris en charge dans le camp pour déplacés internes de Menik Farm, où nous avons passé neuf mois. En 2010, nous sommes enfin retournés dans notre village, sur la péninsule de Jaffna, après avoir mené pendant dix ans la vie de déplacés internes.

Une des mes filles a été recrutée de force par les rebelles et blessée durant les combats. Par la suite, son mari l'a quittée. Après avoir été relâchée d'un camp de prisonniers, elle est revenue chez moi. Une autre de mes filles travaille actuellement comme spécialiste du déminage à Nagarkovil et un de mes fils est maçon. Les trois plus jeunes de mes enfants vont encore à l'école.

Je n'ai moi-même fréquenté l'école que jusqu'à 10 ans. Mon seul revenu provient de l'élevage de poules. Pendant le conflit, nous avons perdu notre maison et tous nos biens. Après mon retour, j'ai bénéficié d'un

programme de la DDC, qui offrait une aide financière pour la construction des habitations. Avec l'aide de mes deux fils aînés, j'ai pu construire une maison qui compte trois chambres à coucher, une cuisine et un séjour. Outre l'argent pour la construction, j'ai également reçu un appui financier pour me lancer dans une activité lucrative. Un prêt de 400 dollars m'a permis d'acheter 30 poules, un petit poulailler et du fourrage. A présent, je parviens à vendre environ 15 œufs chaque jour.

Je gagne environ 2 dollars par jour et suis très contente de pouvoir compter sur ce revenu régulier. En plus du soutien de la DDC, j'ai emprunté 1500 dollars pour achever la construction de la maison. Grâce à mon revenu, je rembourse ce prêt par tranches mensuelles. Celle de mes filles qui vit avec moi reçoit également une aide de la DDC. Avec cet argent, elle a acheté quatre vaches et m'aide à couvrir les dépenses de la famille.



## 7676 – Une permanence téléphonique contre la pauvreté

Le Bangladesh est le pays le plus densément peuplé de la planète : 150 millions de personnes vivent sur un territoire qui équivaut à trois fois et demie la Suisse. Le secteur agricole emploie à lui seul quelque 60 millions de personnes, dont la plupart gagnent moins de deux francs suisses par jour. Leur pauvreté est principalement due au manque d'informations sur les prix du marché et de moyens pour lutter contre les ravageurs et les maladies. Comptant environ 14 000 conseillers agricoles, l'Etat n'est pas en mesure de répondre aux besoins des agriculteurs.

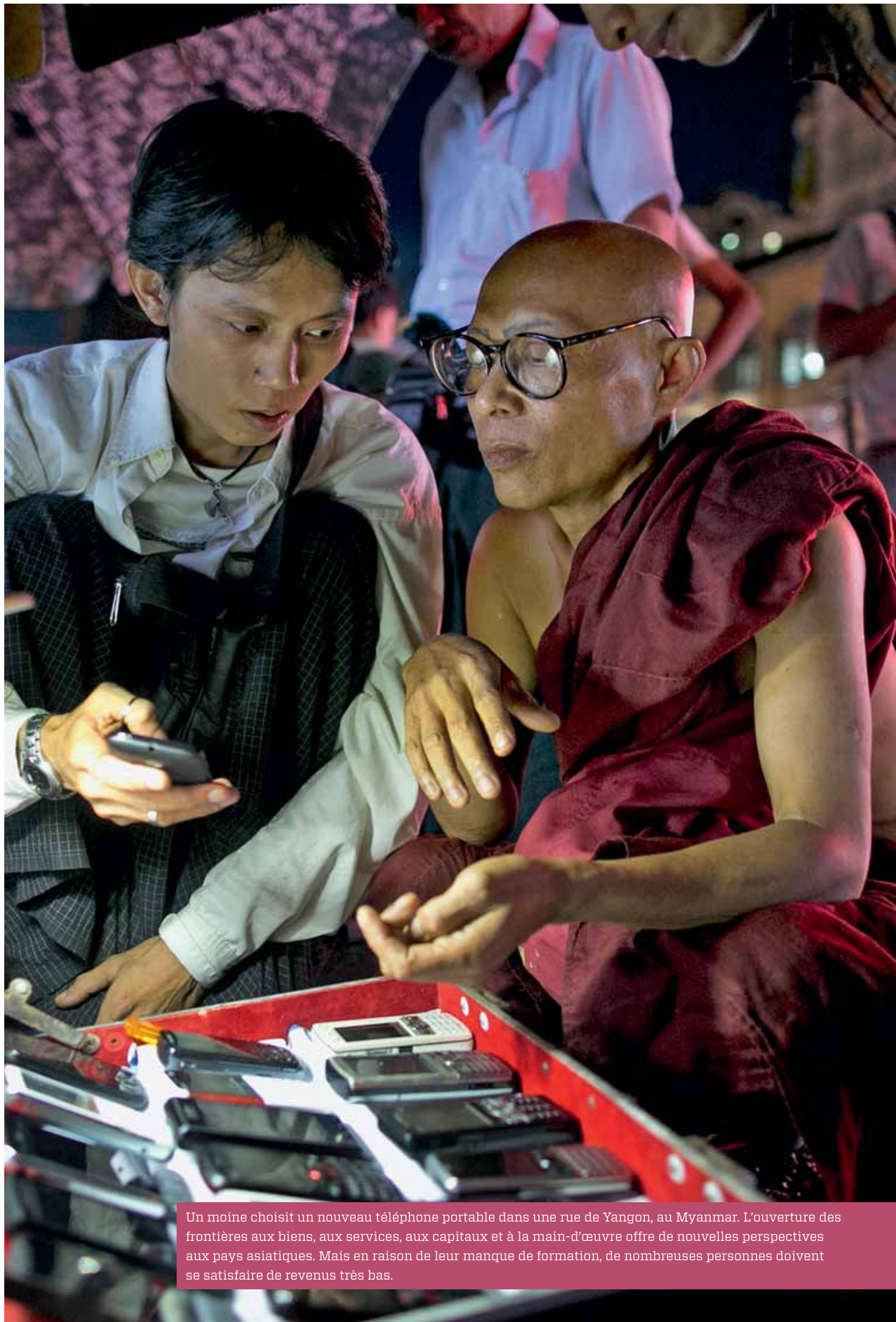
Dans le même temps, la téléphonie mobile connaît un succès florissant : le Bangladesh compte quelque 100 millions d'abonnements et le réseau couvre presque 100 % du territoire.

Exploitant cette situation, le projet Katalyst, cofinancé par la DDC, a mis en place une solution innovante pour fournir de meilleures prestations aux paysans, tout en favorisant la durabilité : s'associant

à Banglalink, opérateur privé de téléphonie mobile, Katalyst a mis en place un service de conseil téléphonique pour les agriculteurs. Le numéro 7676 les met en relation avec une permanence téléphonique qui leur fournit des informations utiles collectées sur Internet. Banglalink et le centre d'appel ont conclu un accord qui définit la répartition des revenus et les informations destinées aux agriculteurs sont régulièrement mises à jour.

Le service téléphonique du 7676 a été mis en service en 2008 et a jusqu'ici reçu 250 000 appels. Selon les estimations, les conseils dispensés aux paysans ont permis à ces derniers de générer un revenu supplémentaire totalisant quelque 3,8 millions de francs suisses. Le service est aujourd'hui indépendant et aide Banglalink à engranger des revenus appropriés. D'autres opérateurs de téléphonie mobile ont exprimé leur souhait de mettre sur pied des services similaires. En 2009, l'association GSM Asie a décerné le Mobile Award au numéro 7676.





Un moine choisit un nouveau téléphone portable dans une rue de Yangon, au Myanmar. L'ouverture des frontières aux biens, aux services, aux capitaux et à la main-d'œuvre offre de nouvelles perspectives aux pays asiatiques. Mais en raison de leur manque de formation, de nombreuses personnes doivent se satisfaire de revenus très bas.



## Amérique latine

# Surmonter les inégalités

Recul de la pauvreté, diminution du taux de sous-alimentation et croissance économique soutenue dans les pays riches en matières premières : les bonnes nouvelles en provenance d'Amérique latine ne manquent pas. Pourtant, le continent reste marqué par d'énormes inégalités, les peuples autochtones sont les premiers lésés par des droits fonciers mal définis et le changement climatique risque d'aggraver la pauvreté.

« Les inégalités sociales demeurent toutefois criantes. Nulle part ailleurs la concentration des revenus n'est aussi forte qu'en Amérique latine. »

En 2012, l'Amérique latine a poursuivi son essor économique, enregistrant une croissance de 4,2 %. Les écarts se sont cependant creusés au sein même du continent : tandis que l'économie a été florissante en Amérique du Sud, en particulier dans les pays riches en matières premières, la croissance est demeurée modeste en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Pour consolider son développement économique à moyen terme, la région doit rattraper son énorme retard en matière de productivité et s'affranchir de sa dépendance aux exportations de matières premières.

Tant la pauvreté que la sous-alimentation sont tombées à leur niveau le plus bas depuis vingt ans : la part de la population pauvre est passée de 48 % environ en 1990 à 31 % en 2010. Durant la même période, le taux de sous-alimentation a également reculé, s'abaissant de 15 à 8 %. Les inégalités sociales demeurent toutefois criantes. Nulle part ailleurs la concentration des revenus n'est aussi forte qu'en Amérique latine, et dix Etats latino-américains appartiennent au groupe des quinze pays du monde où les inégalités de revenus sont les plus extrêmes. C'est la Colombie, en proie à la guerre civile depuis plus de quatre décennies, qui occupe le premier rang de ce triste classement : tandis que les 10 % les plus riches de la population se partagent 50 % du produit intérieur brut (PIB), les 10 % les plus pauvres doivent se contenter de 0,6 % du PIB.

Les transferts d'argent des émigrés jouent un rôle crucial pour toute l'Amérique latine et les Caraïbes, remplaçant une sécurité sociale défailante, voire inexistante. Après un recul dû à la crise, en 2011, le montant de ces transferts est remonté à quelque 69 milliards de dollars. Ces transferts sont aussi une source vitale de devises. En Haïti par exemple, ils représentent plus de 20 % du PIB et constituent la principale origine des devises. Leur montant est deux fois plus élevé que le revenu des exportations.

Nettement plus touchés par la pauvreté, les peuples autochtones peinent aussi davantage à accéder aux prestations publiques, telles la santé et la formation. Selon les estimations, environ 50 millions d'habitants d'Amérique latine et des Caraïbes sont des autochtones et représentent ainsi environ 10 % de la population. Bien que les droits de ces peuples soient largement reconnus depuis les années 1970 et inscrits dans les conventions internationales ainsi que dans les constitutions nationales, leurs conditions de vie n'ont guère évolué. Ce sont surtout les droits fonciers, toujours mal définis, ainsi que l'accès à la terre et à son exploitation qui posent problème et multiplient les conflits. Dans ce contexte, la dépendance de l'Amérique latine à l'égard d'une exploitation des matières premières avide de terres et guère créatrice d'emplois pose un défi de taille, en particulier pour ce qui est de la politique de développement.

Malgré les progrès de la lutte contre la pauvreté, les conséquences du changement climatique et des catastrophes naturelles représentent toujours un risque de paupérisation dans nombre de pays de la région. Des pluies d'une abondance inhabituelle, provoquées récemment par le phénomène de La Niña, ont très durement touché les couches pauvres de la population, et la région des Andes ainsi que les Caraïbes figurent parmi les régions les plus menacées. Bien que l'Amérique centrale ait été épargnée par les grandes catastrophes en 2012, sa vulnérabilité reste élevée : les ouragans (Isaac et Sandy) et la sécheresse ont fortement touché les plus démunis, également durant l'année sous revue. Haïti et Cuba ne sont pas en mesure de rétablir la sécurité alimentaire ou d'assurer la reconstruction. Relevons que l'Amérique centrale compte parmi les régions qui sont les premières concernées par le changement climatique.

La Coopération au développement de la DDC se concentre sur la Bolivie, l'Amérique centrale (Honduras et Nicaragua) et Cuba. Les pays andins bénéficient

de plus de l'appui fourni par les programmes globaux Changement climatique et Eau. Depuis 2010, la DDC a intensifié ses activités en Haïti, tant sur le front de la reconstruction que sur celui du développement. Quant au SECO, il appuie ses pays partenaires, le Pérou et la Colombie, dans leurs efforts pour atténuer les inégalités, créer des emplois et la production et la commercialisation dans les produits de niche.

L'une des difficultés à laquelle la DDC doit faire face en Amérique latine réside dans les changements fréquents des responsables au sein des autorités locales. Pour réaliser ses projets avec un maximum d'efficacité et de continuité, la DDC collabore donc avec un large éventail de partenaires, tant au niveau national que local.



## Vivre libre

**Lenny Visalla Villalba est née en 1982 sur l'exploitation La Abra, dans le Chaco bolivien. En Bolivie, quelque 750 familles du peuple guarani sont aujourd'hui encore exploitées dans les grandes exploitations terriennes. La DDC finance depuis 1999 le bureau des droits de l'homme, créé au sein du Ministère de la justice, qui aide les Guaranis à faire valoir leurs droits.**

” Depuis l'âge de huit ans, j'ai travaillé pour le propriétaire de l'exploitation où je suis née. Avec mes parents et mes cinq jeunes frères et sœurs, nous cultivions les champs, gardions les cochons et j'ai même servi de nurse aux enfants du propriétaire. Ce n'est que lorsque j'ai eu 16 ans que l'on m'a attribué un salaire quotidien de cinq bolivianos (environ 50 centimes). A la fin de l'année, les biens et les vêtements fournis par le propriétaire étaient déduits des salaires. Ceux-ci représentant en général une somme plus grande que le salaire prévu, on ne nous versait rien ou, pire, les ouvriers agricoles se retrouvaient avec des dettes.

Nous habitons dans un cabanon qui appartenait au propriétaire et ne possédions pas de terre. Nous pensions que nous allions passer toute notre vie à la ferme de notre patron. Nous étions aveugles, car nous ne connaissions pas nos droits. En 2001, nous avons pu nous affranchir grâce à l'ONG Medicus

Mundi. Après avoir acheté des terres, elle nous a aidés à nous y établir avec vingt autres familles. Au cours des années qui suivirent, le bureau des droits de l'homme nous a aidés à légaliser nos droits fonciers. A l'âge de 24 ans, j'ai décidé de poursuivre la formation scolaire que j'avais dû interrompre à 13 ans, car l'enseignement dispensé à la ferme s'arrêtait à la quatrième année. J'ai passé le baccalauréat à 27 ans et j'étudie actuellement la pédagogie, afin de pouvoir enseigner dans les écoles de ma patrie. Pour payer mes études, j'ai fait de gros sacrifices et travaillé le soir et en fin de semaine comme employée de maison. Depuis peu, j'ai la chance de bénéficier d'une bourse d'études. Je suis très reconnaissante aux gens du bureau des droits de l'homme pour tout ce qu'ils m'ont appris durant les cours. J'ai beaucoup gagné en assurance et j'obtiens de bonnes notes. Je me réjouis de pouvoir travailler comme institutrice pour mon peuple.



# Résultats 2012 : Amérique latine

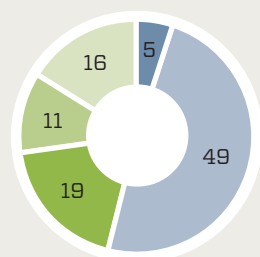
□ Au Pérou, le SECO a aidé le Ministère des finances à améliorer la gestion des finances publiques. Les processus de planification et de mise en œuvre, de même que le contrôle budgétaire, ont été renforcés, ce qui assure une **utilisation efficace des fonds publics** et améliore la transparence.

□ Depuis 2011, la DDC soutient en Haïti la **création de micro-assurances** pour les femmes qui fondent des micro-entreprises. En 2012, environ 12 000 des 59 000 clientes concernées en ont profité : alors que les ouragans Isaac et Sandy ont détruit une partie de leurs biens, l'assurance leur a évité de devoir s'endetter et de s'appauvrir davantage.

□ A Cuba, plus de 50 000 paysans, soit près d'un quart des agriculteurs du pays, ont augmenté de 30 à 80 % leurs récoltes de haricots, de maïs et de légumes. La DDC les soutenait depuis quatre ans dans la diversification de leur production en leur fournissant de **meilleures semences**.

□ Au Pérou, le SECO a apporté une contribution décisive à l'élaboration et à l'adoption de l'ordonnance sur **la reprise et l'élimination d'anciens**

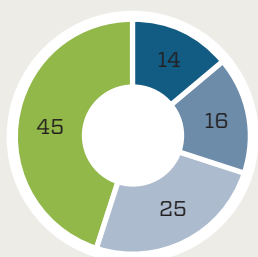
**Amérique latine : DDC, répartition par thème 2012 (en %)**



**appareils électriques.** L'ordonnance engage la responsabilité des fabricants et d'autres acteurs et devrait s'appliquer d'ici fin 2013.

□ Avec l'appui de la DDC, l'organe de médiation bolivien pour les droits de l'homme est parvenu à inscrire au cours des trois dernières années les **droits des groupes vulnérables de la population** à l'agenda politique national. Il a par ailleurs fait valoir avec succès le droit du travail, les droits

**Amérique latine : SECO, répartition par thème 2012 (en %)**



fonciers ou le droit à l'intégrité physique et psychique de quelque 12 000 personnes.

□ Grâce à un projet de la DDC destiné à favoriser une exploitation durable, comprenant la protection contre l'érosion et l'amélioration des méthodes de culture, environ 20 000 familles paysannes de Bolivie ont pu éviter **les pertes de récolte** habituellement causées par les catastrophes naturelles. Leurs revenus ont augmenté de 15 % et leur sécurité

alimentaire s'est améliorée.

□ Au Nicaragua, l'appui que la DDC a apporté aux autorités locales et à des partenaires de la société civile a permis d'améliorer la gouvernance, d'**augmenter les recettes communales** de 35 % et d'accroître la participation citoyenne aux processus politiques.

□ La gestion des procédés et de la qualité jouent un rôle important pour optimiser les activités opérationnelles. En Colombie, le SECO a apporté un appui dans ces domaines à 30 petites et moyennes entreprises, qui sont ainsi parvenues à réduire les erreurs de production, à abaisser leur **consommation d'énergie** et à diminuer les accidents du travail.

□ Au Nicaragua et au Honduras, des progrès remarquables ont été accomplis grâce au soutien suisse ces quatre dernières années dans le domaine de **l'eau potable et de l'assainissement** : 54 000 personnes supplémentaires ont accès à de l'eau potable et 33 000 à des latrines. Par ailleurs, 43 écoles réunissant au total 5100 enfants ont été équipées d'eau potable et de toilettes.

□ En Colombie, l'Aide humanitaire a contribué à la **protection de la population civile** dans le conflit armé. Visant avant tout à renforcer le respect des droits fondamentaux, elle a collaboré avec le CICR, le HCR et avec d'autres organisations partenaires. Elle a aussi mis des spécialistes à la disposition de l'ONU.

□ En Haïti, des professionnels du bâtiment ont acquis des connaissances pratiques sur la **construction à l'épreuve des séismes et des ouragans** en suivant des cours au Centre de compétences en matière de reconstruction. Les cours de ce centre, soutenu par l'Aide humanitaire, sont dispensés par des spécialistes du secteur privé haïtien et par des spécialistes du CSA, qui ont mis au point des modules de formation appropriés.

□ Grâce aux efforts du SECO, les responsables d'environ 100 PME colombiennes ont pu suivre une formation sur la gestion responsable des affaires auprès des chambres régionales du commerce. Le programme a pour objectif de **renforcer la compétitivité**, de réduire les risques de faillite et d'améliorer l'accès aux offres de financement.



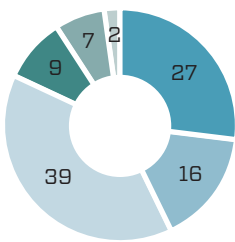


## Europe de l'Est et CEI

## Transition à plusieurs vitesses

Tandis que le processus d'intégration au sein de l'UE sert de moteur à la réforme dans les Balkans occidentaux, la démocratie a de la peine en Asie centrale et des conflits latents couvent dans le Caucase du Sud. Si l'argent transféré par les migrantes et les migrants atténue souvent la misère économique, il faudra à terme créer des emplois sur place, surtout pour les jeunes.

Répartition de la contribution destinée aux pays de l'UE-10 selon les objectifs visés (en %)



Croissance économique et conditions de travail

Sécurité sociale

Protection de l'environnement

Sécurité publique

Renforcement de la société civile

Préparation des projets et assistance technique

Les pays de la CEI n'évoluent pas selon le même schéma : certains se démocratisent en organisant des élections transparentes et démocratiques ; d'autres restent sous le joug de régimes autocratiques. La corruption demeure l'un des principaux problèmes. La situation économique s'améliore certes peu à peu, mais on n'assiste pas à la création d'emplois à long terme. Le produit intérieur brut de nombreux pays dépend toujours pour beaucoup de l'argent transféré par les migrantes et les migrants. Par ailleurs, la résolution de conflits latents ne progresse guère, sauf en République de Moldavie, où les nouvelles autorités de Transnistrie se montrent plus ouvertes à un dialogue avec Chisinau.

Ce sont surtout les réfugiés internes qui souffrent des conflits dans le Caucase du Sud et en Asie centrale. La Géorgie en accueille à elle seule environ 200 000 et beaucoup sont entièrement tributaires de l'aide extérieure. Dans certaines régions d'Asie centrale, tout comme dans le Caucase du Sud, des catastrophes naturelles menacent les moyens d'existence de la population et les infrastructures.

Dans cinq pays des Balkans occidentaux et dans trois régions de l'ex-Union soviétique, l'aide suisse à la transition s'attache à promouvoir l'état de droit et la démocratie, ainsi qu'un développement économique et social fondé sur les lois du marché et une exploitation durable des ressources naturelles.

La nouvelle stratégie de la Suisse en Asie centrale concentre la coopération sur le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, en mettant l'accent sur la santé et les infrastructures, le développement du secteur privé et du système judiciaire, ainsi que sur les services publics décentralisés. Au Kirghizistan et au Tadjikistan, la DDC appuie les efforts de stabilisation politique et le SECO encourage les exportations dans différents secteurs. L'Aide humanitaire œuvre quant à elle dans la prévention des catastrophes au Tadjikistan.

Dans le Caucase du Sud, la nouvelle stratégie suisse mise sur le développement économique, la création d'emplois, la bonne gouvernance, la promotion de la paix et la prévention des dangers naturels.

En République de Moldova, la DDC développe l'accès à l'eau potable et soutient des activités dans le domaine de la santé. En Ukraine, elle appuie des réformes dans le domaine de la santé mère-enfant, facilite l'accès à des prestations publiques décentralisées et encourage une gestion efficace de l'énergie.

Dans les Balkans occidentaux, le processus d'intégration à l'UE reste le principal moteur des réformes. Alors que la Serbie a obtenu le statut de candidat à l'adhésion au printemps 2012 et que l'Albanie serait en passe de l'obtenir, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo ont encore un long chemin à parcourir. La Macédoine devrait quant à elle entreprendre d'importantes réformes pour espérer entamer les négociations d'adhésion prochainement. Ayant connu une croissance modérée et une légère hausse des investissements étrangers, la région est demeurée stable au plan macroéconomique. Cela ne suffit toutefois pas pour réduire le chômage, qui affiche des taux accablants et touche en particulier les femmes et les jeunes.

Les principaux défis à relever concernent l'égalité dans l'accès aux prestations publiques et les conséquences d'un chômage élevé. Les priorités que la DDC s'est définies – démocratisation, décentralisation et gouvernance locale, ainsi que promotion de l'employabilité des jeunes – restent donc d'actualité. A l'avenir, la coopération accordera une plus grande place à la promotion de la réforme de la santé. Un secteur privé fort jouant un rôle central dans la création d'emplois, le SECO continuera à œuvrer en vue d'améliorer les conditions-cadres pour les entreprises. Dans ce domaine, il met l'accent sur les efforts visant à résoudre les problèmes de financement, à surmonter les obstacles réglementaires et à amé-

liorer la situation macroéconomique. Le SECO tient en outre tout particulièrement à la mise en place de réseaux d'eau et d'électricité efficaces.

L'aide à la transition se heurte régulièrement à des limites : dans nombre de pays, le secteur public doit être entièrement réformé. Les capacités institutionnelles, financières et techniques sont limitées et la transparence est insuffisante, tout comme la collaboration entre les différents ministères. La DDC et le SECO entretiennent un dialogue permanent avec les institutions publiques afin d'aborder ces problèmes et de lancer des réformes.

Avec sa contribution à l'élargissement, la Suisse participe depuis 2008 à la réduction des disparités économiques et sociales au sein de l'Union européenne élargie. Bien qu'ils aient connu une forte croissance durant les années qui ont immédiatement suivi leur adhésion, les nouveaux Etats membres continuent d'afficher des niveaux de vie relativement faibles et

l'écart qui les sépare de l'UE-15 reste considérable. Certains pays partenaires ont été durement touchés par la crise économique et financière, de sorte que la contribution suisse y est particulièrement bienvenue. L'engagement de la Suisse en faveur de l'élargissement de l'UE est l'expression de sa solidarité. En même temps, notre pays établit ainsi des bases solides pour nouer des relations bilatérales avec les nouveaux Etats membres. Appliquant ensemble la contribution à l'élargissement, la DDC et le SECO poursuivent les cinq objectifs suivants : 1) promouvoir la croissance économique ; 2) accroître la sécurité sociale ; 3) protéger l'environnement ; 4) améliorer la sécurité publique ; 5) renforcer la société civile. En juin 2012, le crédit de 1 milliard de francs destiné aux pays ayant adhéré à l'UE en 2004 (UE-10) avait été entièrement engagé dans la réalisation de 210 projets. La coopération avec la Bulgarie et la Roumanie (257 millions de francs) a commencé en 2010.

« Dans nombre de pays, le secteur public doit être entièrement réformé. »

## Réussir dans son propre village

Artak Manucharyan a 27 ans et a grandi à Karahunj (sud de l'Arménie). Après avoir achevé l'école secondaire, il a accompli son service militaire, puis est retourné dans son village. La DDC soutient Artak dans le cadre d'un programme destiné aux éleveurs de la région de Syunik.

” Après le service militaire, nombre de mes amis sont partis travailler comme saisonniers en Russie. Beaucoup fuient l'agriculture, car le travail est physiquement éprouvant et les bénéfices maigres. J'ai malgré tout décidé de retourner dans ma famille et dans mon village, pour tenter ma chance dans ce secteur.

Ce sont mes voisins qui m'ont appris l'existence du programme de développement destiné aux éleveurs de bétail. Ce qui m'a surtout plu, c'est le mode d'acquisition des animaux. Début 2009, après avoir consulté les spécialistes du projet, j'ai acheté une vache et deux veaux. La vente de lait m'a permis de rembourser l'emprunt contracté sans le moindre retard.

Grâce à l'aide fournie par le projet, j'ai pu visiter d'autres exploitations agricoles. J'y ai acquis de nouvelles connaissances sur l'élevage et les bienfaits de l'insémination artificielle, que j'applique à

présent dans ma propre ferme. Grâce à ce mode d'insémination, ma vache a déjà eu deux veaux. La différence est frappante : les animaux conçus de la sorte donnent plus de lait et plus de viande.

Nous gardons une partie du lait pour la famille et vendons le reste, en réalisant un bénéfice, à la société laitière locale Elola. Je voudrais encore développer la production de viande : je vendrai la viande de taureau à Nouvel An, puis rachèterai à nouveau une vache.

Je me suis marié il y a peu et nous attendons notre premier enfant. Le soutien fourni par le projet m'a aidé à préserver l'unité de ma famille. Le travail dans l'agriculture n'est bien entendu pas facile, mais il me plaît. En planifiant bien les choses et en étant sérieux, on peut tirer un revenu décent de l'élevage. A mes yeux, c'est beaucoup mieux que de vivre loin de ma famille et de n'avoir qu'un emploi de saisonnier.





# Résultats 2012 : Europe de l'Est et CEI

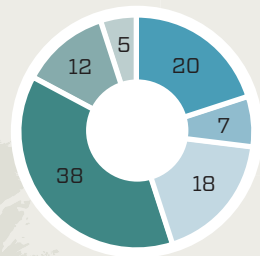
Après avoir fondé une association avec l'appui de la DDC, des communes macédoniennes la considèrent à présent comme leur principale partenaire. L'association est en effet parvenue à **défendre** efficacement leurs intérêts, de sorte que 25 % des recettes des centrales hydroélectriques soient retrocédées aux communes concernées.

En Bosnie-Herzégovine, le SECO a financé la rénovation de diverses parties de l'usine hydroélectrique de Jablanica, qui joue un rôle crucial pour l'**alimentation** du pays en **électricité**. Achévéés en 2012, les travaux ont augmenté la puissance de la centrale de 25 mégawatts pour la porter à 186 mégawatts.

En Serbie, dix **centres régionaux de formation continue en enseignement** ont vu le jour avec l'aide de la DDC, et quelque 80 000 enseignantes et enseignants y ont suivi des cours jusqu'en 2012. L'approche de la DDC a déjà été reprise par deux communes, qui ont créé de tels centres avec leurs propres moyens.

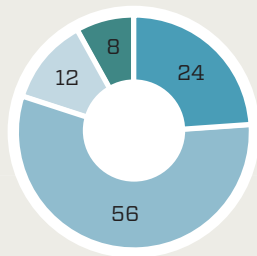
Le Kirghizistan a bénéficié d'un appui du SECO dans la **lutte contre le blanchiment d'argent** et contre le

Europe de l'Est/CEI : DDC, répartition par thème 2012 (en %)



- Santé
- Education
- Agriculture, eau et environnement
- Etat de droit, démocratie
- Autres (économie et emploi / prévention des conflits)
- Aide humanitaire

Europe de l'Est/CEI : SECO, répartition par thème 2012 (en %)



- Développement du secteur privé
- Financement des infrastructures
- Soutien macroéconomique
- Promotion du commerce

financement du terrorisme. Les autorités ayant accru leurs capacités à identifier les transactions douteuses, les méthodes appliquées dans le pays correspondent désormais aux normes internationales.

La **réforme de la santé** que la Suisse soutient au Kirghizistan ouvre à 95 % de la population l'accès aux soins primaires. En République de Moldavie, quatre **centres d'urgence de pédiatrie** ont été ouverts avec l'appui

de la DDC. Ces centres couvrent les besoins de toute la population.

En Ukraine, 50 000 personnes de plus ont accès depuis 2010 à des services publics de qualité, notamment à de l'**eau potable**. Dans les régions de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan où la DDC réalise des projets, l'incidence des maladies dues à de l'eau insalubre a reculé de 30 %.

En Géorgie et en Arménie, la construction ou la rénovation de

maisons, entreprises avec l'appui de la DDC, ont amélioré les conditions de vie de 390 familles. Des écoles et des jardins d'enfants ont été rénovés dans neuf communes de Géorgie. La Suisse a ainsi contribué à l'**intégration de déplacés internes** et de personnes touchées par des catastrophes naturelles.

En Azerbaïdjan, la réforme cyberadministrative lancée en 2011 a contribué à **améliorer le cadre régissant les affaires** : les entreprises ont pu économiser environ 12 millions de francs par an. Avec l'appui du SECO, un portail Internet a notamment été ouvert pour les autorisations d'entreprise et l'inscription électronique des inspections a été renforcée.

Au Tadjikistan, la DDC vise à mettre en place un **système d'alerte précoce pour protéger la population** contre les crues subites. Les mesures de prévention élaborées en collaboration avec les habitants garantissent que les personnes menacées pourront se mettre à l'abri en cas de crue et qu'elles disposeront de biens de première nécessité.




Sur la Tisza, en Hongrie, la contribution à l'élargissement a permis de recueillir de nouvelles

connaissances hydrogéologiques et d'adapter ainsi la stratégie de protection contre les crues. Deux stations téléométriques et trente systèmes radio numériques servent à mettre en place un **système efficace de surveillance des crues**.

En Slovénie, la Suisse a mis en œuvre la contribution à l'élargissement pour promouvoir les **énergies renouvelables**. Sur l'autoroute qui conduit en Italie, une paroi antibruit de 600 mètres de long a été garnie de cellules photovoltaïques, qui fournissent de l'électricité à quelque 46 ménages.

En Ukraine, le SECO a soutenu un programme en faveur des propriétaires de maison. Grâce à un nouveau système de financement, les **rénovations** amélioreront l'**efficacité énergétique des bâtiments**. Les coûts seront répartis entre les propriétaires (10 %), les communes (30 %) et une banque commerciale (60 %).



-  DDC  
Pays et régions prioritaires, programmes spéciaux
-  DDC Pays et régions prioritaires, programmes spéciaux  
SECO Pays et programmes prioritaires
-  DDC/SECO  
Nouveaux pays membres de l'UE



Baton Begolli vit à Pristina (Kosovo). Il est conseiller dans le domaine de l'eau auprès du groupe de travail ad hoc, un comité interministériel de haut rang, que le SECO soutient depuis sa création en 2008.

## Kosovo : amélioration de la distribution d'eau

” Après la guerre, l'approvisionnement en eau au Kosovo laissait à désirer. Les travaux destinés à rénover les infrastructures n'ont toutefois pas traîné et sept sociétés régionales de distribution d'eau ont rapidement vu le jour. Au début, j'ai suivi cette réforme institutionnelle en tant que collaborateur du service de l'UE sous le gouvernement transitoire de l'ONU, puis comme chef de la division de gestion des eaux.

Peu après l'indépendance, en 2008, le gouvernement a reconnu le rôle clé de l'eau dans le développement socio-économique du pays et créé un groupe de travail ad hoc : un comité de haut niveau réunissant des représentants de quatre ministères et présidé par le vice-premier ministre. Ayant appris que le SECO allait financer cette autorité dans le cadre de son programme pour l'eau au Kosovo, j'ai posé ma candidature pour le poste de conseiller dans le domaine de l'eau.

Mon travail consiste à coordonner une foule d'approches pratiques, de lois et de réglementations souvent contradictoires. Nous élaborons par exemple une nouvelle loi sur l'eau, qui régira les questions de propriété et de gestion.

Le groupe de travail a contribué à réunir les principaux intervenants (du gouvernement aux autorités locales en passant par les donateurs) autour d'une même table. Le gouvernement entend désormais en faire un conseil interministériel permanent consacré à l'eau. Je suis heureux de voir que la situation dans le domaine de l'eau s'est améliorée grâce à l'appui du SECO et que les ministères ont été sensibilisés aux problèmes liés à l'eau.

Actuellement, 76 % des habitants du Kosovo ont accès à de l'eau potable, mais les réseaux d'épuration sont encore rares. Il reste donc beaucoup à faire... mais j'aime les défis.



Agim Pudja est un entrepreneur du secteur agricole en Albanie. Son entreprise a bénéficié d'un appui financier et technique du programme pour la promotion d'une agriculture durable (SASA). Lancé par la DDC, ce programme est également soutenu par le SECO depuis 2006.

## Un exportateur à succès

” Partant de ma formation d'agronome, j'ai développé mes connaissances sur les plantes médicinales, les herbes et les produits bio. On trouve nombre de ces produits en Albanie, mais les méthodes de culture et de production ne sont pas adaptées. Je me suis rendu compte qu'il serait possible de créer, à peu de frais, une entreprise profitable dans ce secteur. En 1998, sept ans après le passage du communisme à la démocratie, j'ai fondé mon commerce de plantes, d'herbes et de produits bio rares.

J'ai commencé par cueillir les plantes et les herbes que je trouvais dans la nature, puis je me suis mis à en cultiver de toutes sortes. L'une d'elles, la monarde, est très précieuse, car elle est utilisée dans l'industrie alimentaire et cosmétique. De grandes entreprises avaient tenté de la cultiver et de la commercialiser, mais en vain. Et je reconnais volontiers que la production de monarde n'a rien de facile. De plus, à l'époque, je n'avais pas d'acheteurs.

Le grand potentiel de la monarde m'a incité à poursuivre mes efforts. Grâce au programme pour une agriculture durable, j'ai obtenu une aide financière pour acheter l'équipement nécessaire, conditionner et commercialiser le produit, former mes collaborateurs et trouver des contacts. Et le succès fut au rendez-vous : j'ai aujourd'hui un contrat à long terme avec une société suisse qui importe mes produits à base de monarde.

Avec l'appui suisse, j'ai pu élargir la production à d'autres produits bio précieux, dont l'edelweiss et le safran. En 2012, j'ai par ailleurs commencé à produire du safran. Aujourd'hui, j'exporte mes produits vers la Suisse, l'Allemagne et le Canada. Mes revenus ayant augmenté, mes collaborateurs ont un salaire de 30 % plus élevé. Le défi consiste à augmenter la production en préservant le niveau de qualité, car c'est à la qualité que je dois mon succès.







Des étudiantes font une pause dans un parc à Bichkek (Kirghizistan). En Asie centrale, les systèmes éducatifs n'ont plus le niveau de qualité d'autrefois, en particulier dans les pays les plus pauvres. De nombreux jeunes ne disposent pas des qualifications requises pour entrer dans de bonnes conditions sur le marché du travail.





## Changement climatique

# Réponse au changement climatique : consolider le financement

La communauté internationale tente d'adopter des conventions et des plans d'action à l'échelle mondiale afin de lutter contre le changement climatique. Pendant ce temps, la société civile dans nombre de pays réclame une meilleure protection du climat. Créer des mécanismes de financement internationaux solides est une priorité.

Créé fin 2011 au Sommet de Durban sur les changements climatiques, le Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund, GCF) n'a pas eu des débuts faciles. Lors de sa deuxième session, en Corée, le conseil du fonds a décidé que l'organisation s'installerait à Songdo (Corée du Sud) à partir de 2014. La Suisse partage un siège au conseil exécutif du GCF avec la Russie. La coordination est assurée par la DDC, le SECO et l'Office fédéral de l'environnement. Dans un premier temps, c'est la DDC qui y représente la Suisse. Dans le cadre de son programme global Changement climatique, la DDC collabore avec ses partenaires nationaux et internationaux pour définir les structures du GCF. Au vu de l'avancement actuel des travaux, il est peu probable que le fonds puisse être financé dès 2013. Jusqu'à ce qu'il parvienne à consolider, comme escompté, le financement multilatéral de la réponse au changement climatique, ce financement sera assuré par les mécanismes existants : Fonds d'adaptation de l'ONU, sommes allouées au climat par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et fonds d'investissement climatique de la Banque mondiale.

- Se fondant sur les expériences d'une organisation partenaire de la DDC, le gouvernement du Maharashtra, en Inde, a édicté une ordonnance qui encourage et régleme l'utilisation de bassins d'eaux pluviales dans l'agriculture. Cette **mesure d'adaptation au changement climatique** concerne 43 000 villages, soit 10 millions d'agriculteurs.
- REPIC, une plateforme de promotion des énergies renouvelables gérée conjointement par la DDC, le SECO et l'Office fédéral de l'énergie et l'Office fédéral de l'environnement, a cofinancé quatre des quatorze **centres d'équipements solaires** en Ethiopie. En 2012, ces centres ont vendu 4050 systèmes solaires pour l'éclairage et le chargement de téléphones mobiles.

- Le Pérou et la Suisse ont lancé un partenariat météorologique, qui a pour but de fournir aux responsables politiques des **données de qualité sur la météo et le climat** et de renforcer les capacités des régions andines à s'adapter au changement climatique.
- Avec l'appui de la Suisse, la Chine entreprend de **réviser sa loi sur la protection de l'air** et élabore une **loi nationale sur le climat**. Partant d'un projet suisse ayant fait ses preuves, la Chine constitue des groupes d'experts pour un programme pilote qui vise à promouvoir l'efficacité énergétique et la protection des ressources au sein de 10 000 entreprises.
- En 2012, la Suisse a pu accroître de 4,5 millions de francs sa contribution au Fonds de partenariat pour le carbone forestier. Jusqu'ici, neuf pays d'Afrique subsaharienne, d'Amérique latine et d'Asie ont conclu avec la Banque mondiale des contrats pour plus de 64 millions de dollars au total, à titre de dédommagement pour une **gestion durable de la forêt tropicale**.
- Le projet de la DDC visant à optimiser l'efficacité énergétique dans la **production de briques** en Amérique du Sud a été retenu avec huit autres projets innovants par l'initiative *Momentum for Change* lancée dans le cadre de la convention-cadre des Nations Unies sur le climat. Il a été présenté à Doha en présence du Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon.
- Avec l'appui du SECO, des analyses sur une **production ménageant les ressources** ont été réalisées pour 20 entreprises tunisiennes. A cet effet, le projet a formé des spécialistes nationaux et identifié des sources de financement pour les investissements climatiques.



## Eau

# Besoins à la hausse, ressources à la baisse

Au cœur du développement durable, l'eau est en corrélation directe avec toute une série de problèmes qui concernent l'ensemble de la planète. La sécurité alimentaire dépend évidemment de l'eau. Mais c'est aussi le cas de la santé, nombre de maladies pouvant se transmettre par ce vecteur.

Un approvisionnement sûr en eau salubre figure parmi les grandes priorités de tout effort de développement. C'est de l'eau que dépendent les productions alimentaire et énergétique, la croissance économique, les moyens d'existence dans les campagnes, la promotion du statut des femmes ou encore la préservation des écosystèmes.

En raison de la croissance démographique et économique, la demande en eau augmente constamment. Le changement climatique, les besoins accrus en eau pour la production vivrière et la pollution de l'eau ne font qu'aggraver la situation. La rareté de l'eau augmente aussi le risque de conflits. Les principaux défis consistent à établir un équilibre entre une demande d'eau croissante et les ressources disponibles, à optimiser la consommation d'eau dans l'agriculture, à garantir l'approvisionnement dans les villes et à répartir l'eau avec un maximum d'efficacité et d'équité entre les divers utilisateurs.

□ Dans le registre de la **diplomatie de l'eau**, la Suisse est perçue comme un partenaire sûr et fiable. Au Moyen-Orient et au Proche-Orient, l'Iraq, la Turquie, la Jordanie et le Liban soutiennent pleinement l'idée d'une « paix bleue », qui associe gestion des eaux et promotion de la paix.

□ Depuis 2012, le SECO intègre dans tous les projets d'infrastructure qu'il réalise en Macédoine un élément de développement commercial. Il accroît les **capacités de gestion** des fournisseurs publics et améliore la qualité de leurs prestations, au bénéfice des usagers. Au total, 200 000 clients profitent de cette approche.

□ Début 2012, la DDC a organisé l'assemblée constitutive du **Partenariat suisse pour l'eau** (*Swiss Water Partnership*), qui regroupe

des acteurs privés et publics, des ONG et des scientifiques menant des recherches sur l'eau. Une meilleure coordination devrait favoriser des efforts aussi efficaces que possible pour garantir une gestion durable et équitable des ressources en eau et promouvoir l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires pour tous.

- Avec l'appui de la DDC, le projet global « **Payments for Watershed Services** » (versements pour les prestations au niveau des bassins versants) a obtenu ses premiers résultats : dans les six pays pilotes, des alliances ont été conclues avec les principaux partenaires locaux et l'élaboration de projets exemplaires a nettement progressé. En 2012, l'un d'eux concernait la protection de bassins versants au Pérou.
- Vu les succès enregistrés en Colombie, la DDC étend son projet d'**empreinte hydrique** au Pérou et au Chili. Au Vietnam, la mesure de l'empreinte hydrique a été introduite dans la production de café et le principe a été officiellement adopté par le groupe mondial ad hoc du secteur du café.
- A Chudschand, dans le nord du Tadjikistan, le SECO a participé à la **rénovation du réseau d'eau** et au renforcement des capacités institutionnelles du service des eaux de la ville. Entre 2005 et 2012, le réseau a été étendu à 165 000 nouveaux habitants et les pertes ont été réduites de moitié.





## Sécurité alimentaire

# Une gestion responsable des terres pour réduire la faim

Une sécurité alimentaire accrue ne passe pas seulement par l'amélioration des semences et des modes de culture. Il importe aussi d'assurer une gestion globale des terres arables, des forêts et des zones de pêche. Or, les intérêts en présence sont parfois contradictoires.

Selon « L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2012 », publié par l'ONU, environ 870 millions de personnes souffrent de sous-alimentation chronique. La majeure partie d'entre elles vivent dans les pays en développement, où la faim touche en moyenne 15 % de la population. Entre 1990 et 2012, il a certes été possible de réduire de 18,6 à 12,5 % la part de la population souffrant de la faim. En Afrique subsaharienne, le nombre absolu des personnes touchées a toutefois augmenté, passant de 170 à 234 millions, et le fléau frappe 26,8 % des habitants de la région. Si le nombre de personnes ne mangeant pas à leur faim a pu être réduit en Asie, la sous-alimentation chronique y touche toujours 60 % des habitants.

La crise financière n'a pas seulement conduit de nombreux Etats à couper dans les budgets destinés à la coopération au développement. Elle a aussi accru l'intérêt des spéculateurs pour les denrées alimentaires et la terre. S'ajoutant à la sécheresse qui a frappé les Etats-Unis et la Russie, cela a engendré une forte hausse et de grandes fluctuations des prix de l'alimentation.

- La Suisse a participé activement à l'élaboration des **directives à caractère volontaire sur la gouvernance foncière**, adoptées par le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (ONU) en mai 2012. L'application de ces directives sera largement promue au niveau des pays.
- Grâce à la volonté sans faille de la Suisse, la **conférence Rio+20** a reconnu en juin 2012 que la sécurité alimentaire et une production alimentaire durable sont des éléments essentiels d'un développement durable.

- Grâce à l'« Ecological Organic Agriculture Initiative », les connaissances de la DDC en **agriculture écologique** seront directement intégrées dans les plans d'investissement nationaux et régionaux en Afrique.
- Le programme global Sécurité alimentaire de la DDC renforce les liens entre la **recherche agronomique internationale**, les réseaux de formation et de conseil, ainsi que les organisations de paysans. Ainsi, dans le domaine de la culture irriguée du riz, une méthode nouvellement développée permet de produire la même quantité de riz avec 30 % d'eau en moins.
- Des **systèmes de conseil** innovants, basés sur la généralisation de la téléphonie mobile dans les campagnes, offrent une solution prometteuse qui pourra remplacer les réseaux traditionnels de vulgarisation proposés par l'Etat, tout en atteignant des millions de petits paysans.
- En Asie, une technologie satellitaire d'avant-garde fournira des **prévisions fiables sur les récoltes** de riz. Pour des millions de petits cultivateurs, ces données servent aussi de base pour contracter des micro-assurances contre les pertes de récoltes.



## Migration

# Aussi au service du développement

L'argent transféré par les migrantes et les migrants est une importante source de devises pour nombre de pays en développement et en transition. Partir ne rime cependant pas toujours avec réussir. La plupart des personnes qui émigrent appartiennent aux groupes de population les plus vulnérables et, où qu'elles se trouvent, elles ont besoin de protection et d'assistance juridique.

Les transferts d'argent et de savoir des migrantes et les migrants jouent un rôle important dans la réduction de la pauvreté et le développement de leur pays d'origine. Les pertes d'emploi – à cause de la conjoncture (crise économique ou financière, p. ex.) ou de conflits armés – ont un impact énorme sur le développement social et politique des pays concernés.

Ayant marqué de son empreinte les efforts visant à inclure la migration dans les discussions sur le développement, la Suisse reste une interlocutrice de premier plan dans le débat international sur la migration et le développement. En Afrique de l'Ouest et du Nord, en Asie du Sud, dans la Corne de l'Afrique et les Balkans occidentaux, de même qu'au Moyen-Orient, d'importants programmes concernant la migration et le développement sont en préparation ou ont déjà été mis en œuvre. Ils visent avant tout à améliorer les conditions dans lesquelles évoluent les travailleuses et les travailleurs migrants et à renforcer les organisations qui défendent leurs droits. Il s'agit aussi de les aider à utiliser au mieux leurs transferts d'argent en faveur du développement de leur pays. Dans le cadre du renouvellement des objectifs mondiaux du développement pour la période suivant 2015, la Suisse conduit la consultation sur les mouvements de population et renforce ainsi le lien entre développement et migration. Aux niveaux mondial, régional, national et local, l'Aide humanitaire de la Suisse veille à la protection des personnes déplacées.

- En Afrique occidentale, la DDC a financé la publication d'un manuel comprenant des normes sur la **protection et la réinsertion de migrantes et de migrants jeunes ou mineurs**. Orienté sur la pratique, ce manuel a été élaboré conjointement par des intervenants étatiques et non étatiques. Il améliorera la prise en charge des migrants par les autorités et les ONG, et optimisera durablement la collaboration entre Etats.
- Dans les Balkans occidentaux, la DDC favorise un dialogue entre la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, qui devrait faciliter l'adoption d'une **politique migratoire axée sur la recherche de solutions**. Retour au pays et intégration, migration et développement, prévention de la migration irrégulière et coopération régionale en matière de migration sont les principaux thèmes traités.
- Au Ghana, le SECO contribue à faciliter les transferts d'argent : le recours ciblé à la technologie mobile permet aux migrantes et aux migrants de **transférer à peu de frais** de l'argent vers leur province d'origine.
- Le soutien fourni par la DDC au Ministère sri lankais du travail améliore l'accès des migrantes et des migrants aux prestations. Les femmes et les hommes désireux d'émigrer reçoivent des informations sur **les chances et les risques** inhérents à l'émigration.
- En Tunisie, des milliers de déplacés du camp de Shousha, qui ont fui le conflit libyen, bénéficient désormais d'un meilleur **accès aux services de soins**. L'Aide humanitaire apporte son appui aux déplacés et aux personnes qui ont besoin de protection.
- Dans le cadre de la migration de main-d'œuvre d'Asie du Sud vers le Proche-Orient, des organisations de migrants, des avocats et des ONG ont tissé des réseaux interrégionaux avec l'appui de la DDC et sont désormais mieux à même de défendre les **droits des migrants et des migrantes**.



## Finances et commerce

# Renforcer les structures économiques

Les finances et le commerce jouent un rôle clé dans la prospérité et la croissance économique et, dès lors, dans la lutte contre la pauvreté. Par ses activités dans les pays partenaires, le SECO facilite à ces derniers l'accès au commerce mondial et les aide à mettre en place des systèmes fiscaux efficaces ainsi qu'à générer des investissements productifs.

Le SECO aide les gouvernements de ses pays partenaires à défendre leurs intérêts dans le cadre des négociations internationales sur le commerce. Par ses activités, il entend aider ces pays à accéder à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à accroître leur part dans les échanges internationaux, à créer des conditions-cadres plus propices aux investissements et à promouvoir le transfert de technologies. La mise en place de systèmes fiscaux plus équitables et plus efficaces constitue aussi une tâche primordiale. Le SECO offre également des conseils et un suivi à ses partenaires en matière de politique financière et budgétaire ainsi que dans le domaine de la réglementation du secteur financier. Par le biais du programme FIRST, il renforce la réglementation du secteur financier et bancaire des pays partenaires et accroît ainsi leur capacité à réagir aux crises. Garantir l'accès aux prestations financières à toutes les couches de la population contribue à lutter contre la pauvreté. Les micro-assurances et les assurances agricoles, qui fournissent une certaine sécurité aux plus démunis, sont des instruments importants. Au plan international, la DDC œuvre pour que les organismes de microfinancement soient évalués non seulement sur la base de critères financiers, mais aussi sociaux.

Le SECO a apporté son appui à la création du **Forum africain sur l'administration fiscale**, qui a pour tâche de promouvoir l'échange d'expériences et de méthodes éprouvées ainsi que la collaboration. Le forum a officiellement reçu le statut d'organisation internationale en octobre 2012.

Le fonds d'investissement de la Confédération SIFEM injecte de l'argent dans des projets du secteur privé des pays émergents et des pays en développement. Une évaluation indépendante du SECO, réalisée en 2012, a révélé que le SIFEM contribue chaque année à la **création** de quelque 5700 nouveaux emplois et au **maintien** de plus de 25 000 **emplois** existants.

Les activités que la Société financière internationale (SFI) a réalisées avec l'appui du SECO (introduction d'inscriptions dans le registre des gages ou bureaux de référence en matière de crédits, p. ex.) ont permis à un nombre nettement plus élevé de PME ghanéennes d'avoir **accès à des crédits**. Le SECO a ainsi fortement contribué à la croissance économique durable.

Avec l'appui du SECO, treize entreprises tadjikes du textile et de l'habillement ont pris part pour la deuxième fois à une foire spécialisée en Turquie et en Russie. Elles ont ainsi pu jeter les bases ou conclure des **contrats d'exportation** totalisant 3,6 millions de dollars, ce qui correspond à 18 % des exportations de la branche.

Dans les Balkans occidentaux, la SFI soutient avec le SECO un projet de gestion d'entreprise. Entre 2009 et 2011, 21 entreprises concernées ont généré des **investissements** supérieurs à 250 millions de dollars. En 2012, le projet a entamé une nouvelle phase, qui lui confère une portée suprarégionale (Balkans occidentaux, Caucase et Asie centrale).

Par le biais du programme suisse de promotion des importations SIPPO, le SECO a apporté un appui à une fabrique de meubles récemment fondée en Macédoine. L'entreprise, qui privilégie l'élégance et la multifonctionnalité dans ses produits, a pu **accroître ses ventes** de 70 %. Un de ses canapés a reçu une distinction en 2012 à l'occasion d'un salon du meuble.

**SECO** : les mesures de politique économique et commerciale font partie intégrante de la coopération internationale.





Xu Bo, 24 ans, se tient devant l'immeuble de Pékin dans lequel il partage une chambre avec sept autres hommes. Après avoir suivi une formation d'aide-soignant, il est venu dans la capitale chinoise pour tenter sa chance en tant que technicien informatique. De nombreux jeunes bien formés ne trouvent pas d'emploi correspondant à leur domaine de compétence.





## Coopération multilatérale

# Des objectifs convergents

Pour instaurer un développement durable et promouvoir la justice sociale, il importe que les objectifs de lutte contre la pauvreté, d'adaptation au changement climatique et d'économie verte convergent. Pour ce faire, des organisations multilatérales fortes sont indispensables. La Suisse peut y contribuer.

« Le mérite principal de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) a été d'inclure l'environnement et le changement climatique dans l'agenda du développement durable. »

Membre de l'ONU depuis dix ans et de la Banque mondiale depuis vingt ans, la Suisse œuvre activement au sein des organisations multilatérales et assume des responsabilités face aux défis mondiaux. Elle leur verse des contributions financières et intervient dans les décisions de leurs organes dirigeants. La DDC et le SECO influent sur les stratégies, les politiques et les projets des organisations multilatérales qui ont pour objectif de lutter contre la misère et la pauvreté, de surmonter les crises et de trouver des solutions aux problèmes planétaires.

L'année 2012 a été marquée par la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20), dont le mérite principal a été d'inclure l'environnement et le changement climatique dans l'agenda du développement durable, sans toutefois refléter de manière suffisante les dimensions d'équité et de développement social.

La Suisse est parvenue à aborder des thèmes importants pour elle et à influencer sur les négociations, par exemple dans les domaines suivants : égalité femmes-hommes, économie durable, sécurité alimentaire, santé, conditions de travail et risques naturels.

Par le dialogue politique et des actions concrètes, la Suisse met tout en œuvre pour accroître l'efficacité des organisations internationales. En 2012, elle a par exemple soutenu un fonds commun de la Banque mondiale et de l'ONU qui vise à améliorer la coordination des deux institutions sur le terrain, en particulier dans les contextes fragiles. Dans ce domaine, la Suisse essaie notamment de stimuler l'engagement du secteur privé.

La Suisse entend aussi renforcer les capacités institutionnelles des organisations internationales. Elle contribue par exemple à optimiser leurs activités en matière d'évaluation et à analyser leurs capacités opérationnelles. A cet effet, elle œuvre notamment au sein du Réseau de mesure des performances des organisations multilatérales (MOPAN). En collaboration avec seize autres pays donateurs, elle étudie

les points forts et les faiblesses des organisations et entretient un dialogue politique à ce sujet. En 2012, elle a dirigé les évaluations du MOPAN au Niger et au Honduras.

Dans le cadre de l'aide multilatérale humanitaire, la Suisse a participé à la résolution de problèmes de grande envergure et a dès lors multiplié la portée de son engagement humanitaire. Membre d'organisations humanitaires internationales, elle a fourni une aide financière et pratique et mis des spécialistes à disposition pour venir en aide aux habitants de régions affectées par des catastrophes et des conflits. Elle a ainsi contribué à relever les défis mondiaux que sont la prévention des catastrophes et la réduction des risques naturels.

Parmi les principaux partenaires de la Suisse dans le cadre de l'aide humanitaire multilatérale figurent le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine au Proche-Orient (UNRWA), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Stratégie internationale de prévention des catastrophes naturelles (SIPC) de l'ONU.

Au sein des organismes onusiens, la Suisse a défendu activement le droit international humanitaire et le respect de valeurs fondamentales (neutralité, indépendance et impartialité). Dans le cadre des réformes de l'ONU, elle a pris part aux efforts de la communauté internationale visant à mieux coordonner les activités humanitaires, à renforcer les mécanismes d'aide aux niveaux international, national et local et à fournir une aide efficace. Avec 38 autres pays donateurs, la Suisse s'est attachée à promouvoir les bonnes pratiques de l'aide humanitaire (good humanitarian donorship), qui visent à garantir une aide aussi cohérente et aussi bien coordonnée que possible.

Comme par le passé, deux tiers du budget humanitaire pour 2012 ont été alloués aux activités multilatérales.

# Résultats 2012 :

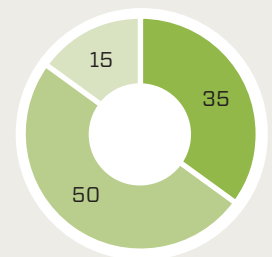
## Coopération multilatérale

- La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et le SECO ont mis sur pied dans cinq pays de l'Est à bas revenus un programme pour la **réforme du marché local des capitaux** et la hausse des crédits accordés aux PME. En 2012, entre 400 et 500 entreprises ont fait appel aux services de 25 banques locales et instituts de la microfinance.
- La Suisse a coprésidé avec le HCR la conférence organisée à Genève en vue d'apporter une solution durable au **problème des réfugiés afghans**. Elle a ainsi souligné sa préoccupation face au mouvement de population le plus massif et le plus durable de toute l'histoire du HCR, et a pu œuvrer en faveur d'une stratégie bénéficiant d'une large approbation internationale.
- Avec l'appui du SECO, la Banque interaméricaine de développement (BID) a financé un projet éducatif au Paraguay afin d'améliorer les **connaissances fondamentales en mathématiques** dans 131 écoles. En l'espace de cinq mois seulement, les enfants ont amélioré leurs connaissances de 9 % environ. Le Paraguay prévoit d'étendre ce programme à d'autres écoles en 2013.
- Le SECO a aidé la Banque africaine de développement (BAD) et InfraCo Africa à financer au Cap-Vert une **ferme éolienne** d'une puissance de 26 mégawatts. Des efforts visent à réduire de 20 % les coûts de la production énergétique qui couvre 25 % des besoins du pays, afin de réduire sa dépendance à l'égard des importations de pétrole.
- En 2012, la Suisse a dirigé les travaux d'élaboration de la principale **résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la coopération au développement**. L'examen quadriennal complet des activités opérationnelles (instauré par la résolution) sera renégocié tous les quatre ans. Il définit l'orientation politique et les principes de

travail de la coopération au développement de tout le système onusien, et prévoit aussi des mesures pour accroître l'efficacité de certains fonds et agences de l'ONU. Le travail accompli a permis à la Suisse de faire reconnaître ses compétences et souligné son engagement au sein de l'ONU.

- La Suisse s'efforce activement d'améliorer **l'efficacité des organisations internationales**. Grâce à ses efforts, menés en collaboration avec d'autres pays donateurs, les politiques d'évaluation du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), de l'UNICEF et du Fonds des Nations Unies pour la femme (UNIFEM) ont fait des progrès substantiels en 2012.
- Lors de la Conférence Rio+20, la Suisse a contribué, avec d'autres partenaires, à inclure la **prévention des catastrophes** dans l'aide humanitaire et dans la coopération au développement. Elle a ainsi favorisé une perception globale du risque dans le cadre de la coopération internationale.
- En 2012, la Suisse a soutenu deux rapports multilatéraux clés dans les domaines de **l'éducation et de l'emploi**. Le Rapport mondial de suivi sur l'éducation pour tous de l'UNESCO examinait en particulier comment améliorer les chances d'obtenir un travail digne et de meilleures conditions de vie ainsi que le rôle de la **formation initiale scolaire** en la matière. Le Rapport sur le développement dans le monde de la Banque mondiale éclairait quant à lui le rôle du secteur privé dans la **création d'emplois** et montrait comment celle-ci pouvait stimuler le développement d'un pays.

APD multilatérale de la Suisse 2012 (en %)



Organisation des Nations Unies

Institutions financières internationales

Autres organisations internationales

**SECO** : des partenariats multilatéraux pour une croissance durable et une réduction de la pauvreté





## Rescapé de la mine

Daniel Kapungwe a 16 ans et vit en République démocratique du Congo, où l'UNICEF soutient des projets pour les enfants travaillant dans les mines. L'argent permet aux enfants et à leurs familles d'abandonner les dangereuses mines de cuivre. L'UNICEF fournit aux familles un kit de départ pour exploiter une nouvelle source de revenus (semences, machine à coudre ou outils, par exemple, ainsi que quelques mois de formation comme tailleur ou mécanicien). La Suisse verse à l'UNICEF une contribution annuelle de 20 millions de francs.

”

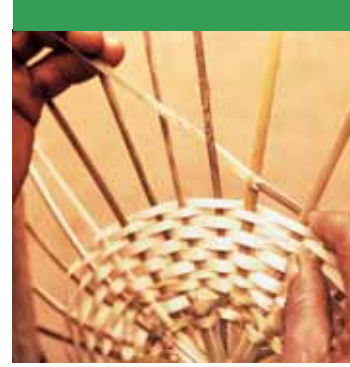
Mes parents ne savaient plus comment nous nourrir. J'ai donc suivi le fils des voisins à la mine de cuivre de Likasi (République démocratique du Congo) pour y travailler à la journée. J'ai commencé à tamiser des cailloux du matin au soir. Je suis rapidement devenu porteur, traînant des sacs de 30 kg de l'entrée de la mine, sur la colline, jusqu'au ruisseau, où travaillaient les tamiseurs. Je portais ensuite le minerai lavé chez le marchand le plus proche. Nous prospections à la pioche, suivions un filon et formions une chaîne humaine pour amener les sacs à la surface. Au fond de la mine, il faisait nuit noire, très chaud et l'air était saturé de poussière. Souvent quelqu'un s'évanouissait et nous tombions parfois sur des ossements humains. Personne ne contrôlait les galeries, personne ne comptait les morts. J'avais très peur. Pour y remédier, il n'y avait qu'un moyen : placer des feuilles de chanvre séché dans ses chaussures, après les avoir enduites d'huile pour que la peau absorbe la drogue. Alors, on avait soudain l'impression d'être de retour au

village, sauf que l'on ne savait pas lequel. On se sentait mieux et on se remettait au travail. Une fois, j'ai réussi à travailler pendant une semaine sans interruption. Les bons jours, je gagnais 9000 francs congolais (7,50 CHF), les mauvais, 2500 (environ 2 CHF). Sur place, il fallait tout payer : l'homme qui pompait de l'oxygène dans le trou, l'eau potable et les repas, le chanvre et la beuverie qui suivait.

Avec l'aide d'une ONG, mes parents sont parvenus un jour à subvenir à nos besoins en cultivant la terre et en faisant d'autres menus travaux. Je suis maintenant en sixième secondaire et troisième de ma classe sur 46 élèves. Après l'école, je veux étudier : la construction, la statique et l'architecture. Je voudrais concevoir des installations d'extraction, grandes, solides et sûres. Je voudrais faire quelque chose pour qu'un maximum de Congolais et de Congolaises – et non pas juste une poignée comme aujourd'hui – profitent des richesses de notre pays.

“





# La coopération internationale ne se limite pas à la DDC et au SECO

Seule une collaboration étroite permet de vaincre la pauvreté et les inégalités, de relever les défis mondiaux tels que le changement climatique ou de préserver les biens publics mondiaux. Etat, société civile, économie privée et recherche se complètent. Voici comment.

Les partenariats conclus avec des acteurs suisses ne faisant pas partie de la Confédération sont l'un des piliers de la coopération internationale. Dans le message concernant la coopération internationale 2013–2016, le Conseil fédéral et le Parlement ont par conséquent accordé une grande importance stratégique aux partenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et les instituts de recherche.

Les partenariats ne sont pas un but en soi, mais bien un instrument stratégique permettant d'atteindre des objectifs de développement. Ils servent à réunir compétences, connaissances et ressources pour les mettre au service de changements sociaux, économiques et politiques. En se complétant, des compétences très différentes parviennent à des résultats communs.

Les ONG possèdent une connaissance approfondie et une grande expérience de la coopération internationale. Elles connaissent les conditions locales et agissent au sein de réseaux mondiaux. Elles sont proches des organisations sur le terrain et disposent de multiples moyens d'intervention, qui complètent ceux des organismes gouvernementaux.

Les entreprises privées contribuent à façonner les structures de l'économie et de la société ainsi que leur évolution. Il importe d'exploiter les connaissances de l'économie privée pour atteindre des objectifs de développement et concevoir des modèles de gestion, des marchés et des chaînes de création de valeur à même de garantir la durabilité sociale, écologique et économique. Les partenariats de la coopération internationale de la Suisse avec le secteur privé engendrent de précieux échanges de savoir et favorisent l'innovation. Ce faisant, ils contribuent à réduire la pauvreté.

Les instituts de recherche approfondissent les connaissances existantes et en produisent de nouvelles. Ce savoir est indispensable pour mieux com-

prendre et relever les défis mondiaux et locaux du développement.

Les cantons et les communes disposent d'un large savoir-faire en matière de décentralisation, de gouvernance locale et de mise à disposition de services publics. Ces compétences sont d'autant plus utiles lorsqu'il s'agit d'assurer la fourniture de prestations de base ou de consolider des administrations locales dans les pays partenaires de la Suisse.

Un partenariat n'a rien d'anodin. Résultat de négociations, il exige de chaque partenaire qu'il adapte ses compétences à l'évolution de la situation. En 2012, la DDC a négocié les contributions de programme qu'elle versera à des ONG suisses durant la période 2013 à 2016. Les discussions ont visé à accroître l'efficacité des programmes et à approfondir les échanges de connaissances et d'expériences. Une contribution de programme ne consiste pas seulement à verser une somme d'argent à une ONG, c'est aussi et surtout investir dans ses compétences et dans la substance de son programme, en vue de réaliser les objectifs de la coopération internationale de la Suisse.

**SECO :**  
À notre propos



**DDC :**  
chiffres et faits



# La DDC et le SECO en un coup d'œil

## Direction du développement et de la coopération (DDC)

**Rattachée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), la DDC est l'agence en charge de la coopération internationale. Ses activités englobent les domaines ci-après :**

La **Coopération régionale** se concentre sur ses pays prioritaires en Afrique, en Asie et en Amérique latine, ainsi que sur certains pays et régions en conflit, où elle appuie les habitants et divers organismes dans leurs efforts pour vaincre la pauvreté et surmonter les problèmes de développement. Les banques régionales de développement comptent parmi ses principaux partenaires.

La **Coopération globale** permet à la Suisse de participer au financement et aux activités de diverses organisations de l'ONU, d'institutions financières internationales (Banque mondiale et banques régionales de développement) et de réseaux mondiaux. Par l'intermédiaire de ses programmes globaux, la DDC contribue à faire face aux risques mondiaux (changement climatique, sécurité alimentaire, rareté de l'eau et migration) qui exercent une grande influence sur les perspectives de développement des pays pauvres.

L'**Aide humanitaire** de la Confédération et le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) sauvent des vies et atténuent les souffrances en déployant aide d'urgence et travaux de reconstruction après des catastrophes naturelles et dans les régions en conflit. L'Aide humanitaire participe également à des mesures de prévention et s'engage en particulier aux côtés des victimes de crises et de conflits.

La **Coopération avec l'Europe de l'Est et la Communauté des Etats indépendants (CEI)** soutient les processus de réforme politique et économique dans les Balkans occidentaux, dans le Caucase et en Asie centrale. Elle est aussi en charge, aux côtés du SECO, de la contribution à l'élargissement destinée aux nouveaux Etats membres de l'UE.

La DDC emploie environ 1600 personnes en Suisse et à l'étranger, y compris les collaboratrices et collaborateurs locaux, et les fonds qu'elle a engagés se sont montés à 2 milliards de francs en 2012. Sa direction est assurée par Martin Dahinden.

## Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)

**Le SECO fait partie du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR). Le domaine Coopération et développement économiques du SECO élabore et met en œuvre des mesures de politique économique et commerciale au profit de certains pays en développement et pays en transition, ainsi qu'en faveur des nouveaux Etats membres de l'UE (contribution à l'élargissement).**

Le domaine a pour principal objectif de **promouvoir une croissance durable sur les plans économique, écologique et social**, qui crée des emplois, favorise une meilleure productivité et contribue à réduire la pauvreté, les inégalités et les risques mondiaux. Il coordonne par ailleurs les relations de la Suisse avec le groupe de la Banque mondiale, les banques régionales de développement et les organisations économiques de l'ONU.

Afin de faciliter l'**intégration des pays partenaires dans l'économie mondiale et d'accroître leur compétitivité**, le domaine Coopération et développement économiques s'attache avant tout à renforcer leur politique économique et financière, à développer les infrastructures et l'approvisionnement urbains, à soutenir le secteur privé et l'entrepreneuriat, à promouvoir le commerce durable et à encourager une croissance respectueuse du climat.

La direction du SECO est assurée par Marie-Gabrielle Ineichen-Fleisch. Le domaine Coopération et développement économiques compte 87 collaborateurs et collaboratrices, en Suisse et à l'étranger, et a consacré 300 millions de francs à ses activités en 2012. Il est dirigé par l'Ambassadeur Béatrice Maser.

### Réorganisation achevée

Fin 2012, la DDC a achevé une réorganisation qui s'est étendue sur plus de quatre ans. Le processus a été entrepris afin d'accroître l'efficacité des activités, de simplifier la structure organisationnelle, de répartir clairement les rôles entre la centrale et les services extérieurs et de décentraliser davantage les tâches qui incombent aux bureaux de coopération dans les pays partenaires.

Le SECO a lui aussi adapté sa structure en 2012. Il s'est doté, entre autres, d'un nouveau secteur « Pays et portefeuille global », qui pilote le portefeuille de projets par pays et chapeaute les services extérieurs dans les pays du Sud et de l'Est. Le nouveau domaine « Politique et Qualité » renforce par ailleurs les secteurs responsables de la politique et de la stratégie, et des questions relatives à la gestion de la qualité et aux ressources financières et humaines.

La DDC et le SECO se sont ainsi dotés d'instruments organisationnels, opérationnels et financiers nécessaires pour une mise en œuvre efficace du message 2013–2016.



## Les jeunes : un atout mais aussi un défi pour le développement



Ils représentent un défi pour les systèmes politiques et sociaux ; ils constituent la majeure partie de la main-d'œuvre ; ils ont du courage à revendre et débordent de nouvelles idées : dans le monde entier, les jeunes sont un facteur clé du développement. Mais dans de nombreux pays du Sud et de l'Est, ils ne peuvent déployer pleinement leur potentiel : il manque des emplois et des places de formation professionnelle, et la marge de manœuvre pour influencer les décisions politiques et sociales est trop restreinte. Le chômage et le manque de perspectives créent des frustrations et sont un terreau propice aux conflits. Il est donc d'autant plus important de promouvoir une société favorable à l'épanouissement des jeunes. La coopération internationale de la Suisse soutient ses pays partenaires dans cette optique.

Impressum

Editeurs :

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

**Direction du développement et de la coopération DDC**

Freiburgstr. 130

3003 Berne

Téléphone +41 31 322 44 12

[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)

[info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

**Secrétariat d'Etat à l'économie SECO**

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Téléphone +41 31 324 09 10

[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch)

[info@seco-cooperation.ch](mailto:info@seco-cooperation.ch)

Rédaction/Coordination/Statistiques :

Etat-major de direction DDC

SECO Coopération

Graphisme/Conception :

Julia Curty, SUPERScript GmbH, Biel/Bienne, Berne

[www.superscript.ch](http://www.superscript.ch)

Photos :

Couverture Chris de Bode/Panos

Page 6 Markel Redondo/Voces Mesoamerica, Panos

Page 8 Stephanie Sinclair/VII

Page 11 George Osod/Panos

Page 15 Ziyah Gafic/laif

Page 20 Abdeljalil Bounhar/AP Photo, Keystone

Page 29 Paula Bronstein/Getty Images

Page 39 Alexander Fedorov, Alimjan Jorobaev

Page 45 Sim Chi Yin/VII

Photos de projets :

Page 3 Joseph Ghaya; Jean-Christophe Bott/Photopress,  
Keystone; Vedat Xhymshiti; Olivier Praz

Page 5 Ahed Izhiman Photography

Page 17 Claudia Niederer; Tarek Al Ali

Page 21 Daphna Paz

Page 23 Ade Sonyville

Page 26 Najibullah Musafar

Page 27 G.M.B. Akash; Festival del Film Locarno

Page 31 Papa Andina/DDC

Page 42 Neil Palmer (CIAT)

Page 43 Caritas

Page 46 UN Photo

Page 48 Bernd Hartung

Imprimerie :

galledia ag

9442 Berneck

Ce rapport annuel est disponible en français,  
allemand, italien et anglais.

D'autres exemplaires peuvent être commandés à :

[info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch), ou

téléphone +41 31 322 44 12

Berne 2013

# Statistiques 2012

Coopération internationale de la Suisse



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Direction du développement  
et de la coopération DDC

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO



## Ce dépliant se compose de deux parties :

- Les statistiques de l'aide publique au développement (APD) de la Suisse
- L'utilisation des fonds consacrés à la coopération internationale par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie, Coopération et Développement économiques (SECO)

## Aide publique au développement (APD) : explications techniques

- L'aide publique au développement (APD) est définie sur le plan international comme l'ensemble des flux financiers accordés aux pays et territoires en développement (actuellement 148) et aux institutions multilatérales actives dans le domaine du développement : (i) par le secteur public ; (ii) dans le but essentiel de favoriser le développement économique et d'améliorer les conditions de vie ; (iii) à des conditions de faveur.
- La comparaison des performances des pays donateurs est effectuée sur la base du pourcentage de l'APD nette par rapport au **revenu national brut (RNB)**.
- Pour assurer la comparabilité et la transparence des prestations d'APD de ses 24 pays membres, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE a établi des directives statistiques qui définissent les activités et les contributions pouvant être déclarées comme APD. Ces directives sont périodiquement adaptées et mises à jour.
- **L'APD de la Suisse** provient principalement des budgets de la DDC et du SECO, les deux organes chargés de l'exécution de la loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales. D'autres offices fédéraux, ainsi que 25 cantons et quelque 200 communes participent également à la coopération internationale de la Suisse. Conformément aux règles de notification du CAD, la Suisse déclare également depuis 2004 les remises de dette bilatérales (négociées dans le cadre du Club de Paris) et les coûts d'accueil pendant la première année de séjour en Suisse des requérants d'asile provenant de pays en développement.

## Remarques techniques

- Les dépenses annuelles de la DDC et du SECO, telles qu'elles figurent dans le Compte d'Etat, ne sont pas automatiquement reprises dans les statistiques de l'APD. Certains ajustements statistiques doivent être effectués pour répondre aux directives internationales (exclusion des versements à des pays ne faisant pas partie de la liste du CAD, mode de notification différent de certaines contributions multilatérales).
- N'étant pas comptabilisée comme APD, l'utilisation de la contribution de la DDC et du SECO à l'élargissement de l'Union européenne (UE) n'est pas montrée en détail dans ce dépliant (voir [www.contribution-elargissement.admin.ch](http://www.contribution-elargissement.admin.ch))

## Signes utilisés :

- 0.0 = montant inférieur à 50 000 fr.                      p = chiffres provisoires  
– = montant nul    r = chiffres révisés  
.. = non disponible

Des données plus détaillées sont publiées dans la brochure statistique annuelle de la DDC « Aide au développement de la Suisse » et sur les sites Internet de la DDC et du SECO.  
[www.deza.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits](http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits)  
[www.seco-cooperation.admin.ch/](http://www.seco-cooperation.admin.ch/)



# Aide publique au développement (APD) de la Suisse

Pages 4–15

## Dépenses DDC/SECO

Pages 16–31

Tableau 1

### Evolution de l'aide publique au développement (APD) et des dons privés des ONG de la Suisse 1960–2012 (mio fr.)

	1960	1970	1980	1990
<b>APD</b>	<b>15.1</b>	<b>130.0</b>	<b>423.1</b>	<b>1 041.4</b>
Confédération	15.1	126.4	416.7	1 025.6
Cantons et communes <sup>a</sup>	..	3.6	6.4	15.8
Revenu national brut (RNB) <sup>b</sup>	37 066	92 570	177 270	347 228
<b>APD en % du RNB</b>	<b>0.04 %</b>	<b>0.14 %</b>	<b>0.24 %</b>	<b>0.30 %</b>
APD en % des dépenses de la Confédération	0.56 %	1.63 %	2.38 %	3.29 %
APD en % des dépenses publiques <sup>c</sup>	0.23 %	0.64 %	0.90 %	1.20 %
<b>Dons privés des ONG</b>	<b>..</b>	<b>50.8</b>	<b>106.6</b>	<b>148.6</b>
Dons privés des ONG en % du RNB	..	0.05 %	0.06 %	0.04 %

a Données estimées pour 2012.

b RNB à partir de 1990, PNB pour les années précédentes. Révision rétroactive du RNB 1990–2010, effectuée par l'Office fédéral de la statistique (OFS) en juin 2012. Les chiffres RNB sont définitifs jusqu'en 2009, provisoires pour 2010 et 2011 (OFS, juin/août 2012) et estimés par l'Administration fédérale des finances pour 2012 (18.3.2013).

c Dépenses des administrations publiques, après suppression des doubles comptabilisations (OFS/AFF).



2000	2008	2009	2010	2011 <sup>r</sup>	2012 <sup>p</sup>
<b>1 510.9</b>	<b>2 234.0</b>	<b>2 503.9</b>	<b>2 398.0</b>	<b>2 706.7</b>	<b>2 833.2</b>
1 488.6	2 191.3	2 460.0	2 350.4	2 664.5	2 788.2
22.3	42.7	43.9	47.6	42.2	45.0
463 558	529 831	566 836	608 311	601 709	625 743
<b>0.33 %</b>	<b>0.42 %</b>	<b>0.44 %</b>	<b>0.39 %</b>	<b>0.45 %</b>	<b>0.45 %</b>
3.21 %	3.95 %	4.30 %	4.05 %	4.34 %	4.59 %
1.23 %	1.49 %	1.71 %	1.60 %	1.70 %	..
<b>272.0</b>	<b>436.4</b>	<b>380.9</b>	<b>431.6</b>	<b>413.3</b>	<b>..</b>
0.06 %	0.08 %	0.07 %	0.07 %	0.07 %	..

Voir séries historiques :

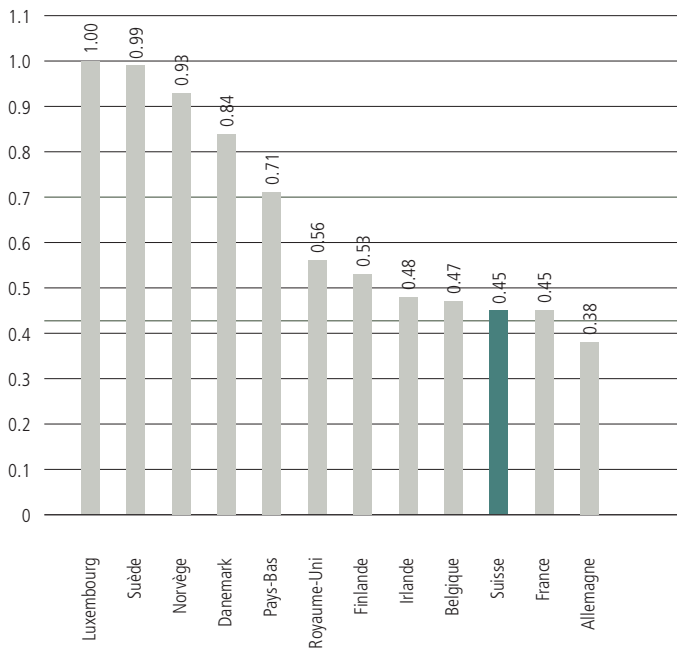
[www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits/APD/Evolution\\_APD](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/APD/Evolution_APD)

Après un recul en 2010, l'aide publique au développement (APD) de la Suisse a repris sa progression en 2011 et a augmenté de 4.7 % en 2012, soit 126 mio CHF de plus qu'en 2011. Cette augmentation est due principalement aux moyens supplémentaires octroyés à la DDC et au SECO suite à la décision du Parlement de relever progressivement l'APD pour atteindre l'objectif de 0.5 % du revenu national brut (RNB) d'ici 2015, ainsi qu'aux coûts plus élevés pour l'accueil des requérants d'asile en Suisse. Cette croissance a été atténuée par un montant plus faible pour les remises de dettes et une baisse des contributions multilatérales.

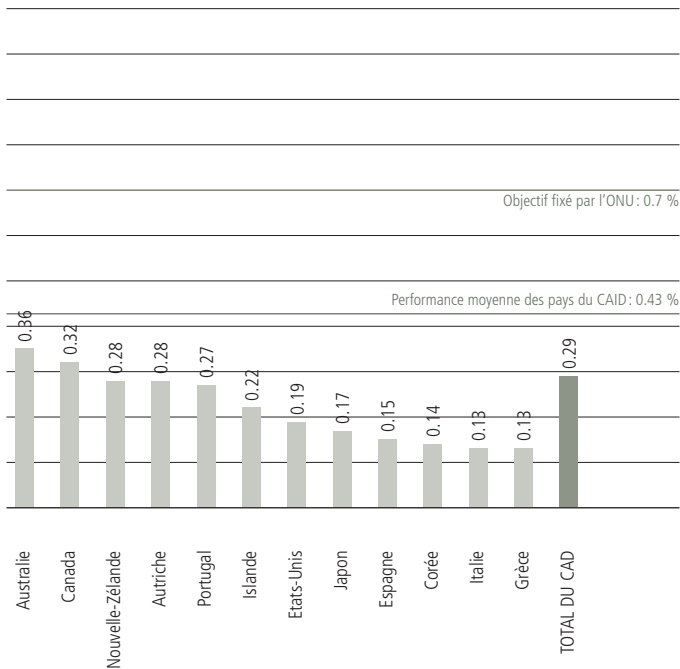
En 2012, la part de l'APD dans le RNB est restée stable à 0.45 %.

Graphique 1

## La Suisse en comparaison internationale 2012 (APD en % du RNB)



Données provisoires pour tous les pays du CAD publiées par l'OCDE/CAD le 3 avril 2013.



En 2012, selon les données provisoires du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, l'APD nette en provenance des 24 pays membres a reculé pour la deuxième année consécutive (-4.0 % en termes réels). En volume, l'APD a atteint 125.6 milliards USD. La performance moyenne des pays du CAD a une nouvelle fois chuté, passant de 0.47 % en 2011 à 0.43 % en 2012. Cinq pays continuent à dépasser l'objectif de 0.7 % fixé en 1970 par les Nations Unies et six autres pays (dont la Suisse) se situent au-dessus de la performance moyenne des pays du CAD. Avec son ratio APD/RNB de 0.45 %, la Suisse a avancé d'un rang dans le classement (10<sup>e</sup> place en 2012, 11<sup>e</sup> en 2011, 12<sup>e</sup> en 2010).



Tableau 2

## Aide publique au développement (APD) de la Suisse 2011–2012 (mio fr.)

<b>Confédération</b>
<b>Direction du développement et de la coopération (DDC)</b>
Aide humanitaire
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
<b>Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO)</b>
Coopération au développement
Coopération avec l'Est et la CEI
Remises de dette (Club de Paris)
<b>Office fédéral des migrations (ODM)</b>
Aide au retour
Assistance aux requérants d'asile en Suisse
<b>Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)</b>
Gestion civile des conflits et droits de l'homme
Autres contributions
<b>Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)</b>
Actions de promotion de la paix et de la sécurité
<b>Office fédéral de l'environnement (OFEV)</b>
dont : Contributions à des organisations internationales
<b>Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI)</b>
dont : Bourses à des étudiants étrangers en Suisse
<b>Autres offices fédéraux</b>
<b>Cantons et communes <sup>a</sup></b>
<b>Total</b>
<b>APD en % du revenu national brut (RNB)</b>

a Données estimées pour 2012.

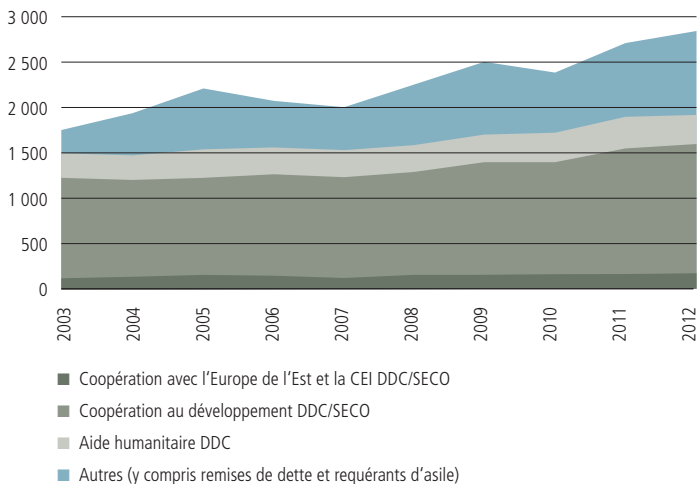
Malgré les moyens supplémentaires mis à la disposition de la DDC et du SECO, leur part dans l'APD totale ne s'est pratiquement pas modifiée en 2012 (69 %). Les coûts pour l'assistance aux requérants d'asile en provenance de pays en développement durant leur première année de séjour en Suisse ont occupé une place plus importante dans l'APD (22 % en 2012), alors que les remises de dette bilatérales n'ont représenté que 0.5 % en 2012.

2012 <sup>p</sup>			2011 <sup>r</sup>		
APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD	APD bilatérale	APD multilatérale	Total APD
2 246.4	541.8	2 788.2	2 063.3	601.2	2 664.5
<b>1 192.5</b>	<b>466.1</b>	<b>1 658.7</b>	<b>1 100.5</b>	<b>516.1</b>	<b>1 616.6</b>
301.9	35.5	337.4	301.9	32.9	334.8
782.5	429.8	1 212.3	693.5	482.7	1 176.1
108.2	0.8	109.0	105.1	0.6	105.7
<b>276.4</b>	<b>4.0</b>	<b>280.3</b>	<b>338.9</b>	<b>4.4</b>	<b>343.3</b>
190.3	4.0	194.3	210.0	4.4	214.4
71.8	–	71.8	59.9	–	59.9
14.2	–	14.2	69.0	–	69.0
<b>628.1</b>	–	<b>628.1</b>	<b>489.3</b>	–	<b>489.3</b>
14.7	–	14.7	12.5	–	12.5
613.5	–	613.5	476.8	–	476.8
<b>87.5</b>	<b>24.8</b>	<b>112.3</b>	<b>73.4</b>	<b>30.0</b>	<b>103.3</b>
63.2	17.3	80.6	60.2	13.3	73.5
24.3	7.5	31.8	13.1	16.7	29.9
<b>42.8</b>	–	<b>42.8</b>	<b>41.9</b>	–	<b>41.9</b>
42.8	–	42.8	41.9	–	41.9
<b>6.7</b>	<b>34.7</b>	<b>41.4</b>	<b>6.5</b>	<b>35.6</b>	<b>42.1</b>
6.7	34.7	41.4	6.5	35.6	42.1
<b>6.2</b>	–	<b>6.2</b>	<b>7.0</b>	<b>0.3</b>	<b>7.3</b>
6.2	–	6.2	7.0	–	7.0
<b>6.2</b>	<b>12.1</b>	<b>18.3</b>	<b>5.8</b>	<b>14.8</b>	<b>20.6</b>
45.0	–	45.0	42.2	–	42.2
<b>2 291.4</b>	<b>541.8</b>	<b>2 833.2</b>	<b>2 105.5</b>	<b>601.2</b>	<b>2 706.7</b>
		0.45 %			0.45 %

Restée stable pendant de longues années, la proportion entre l'APD bilatérale (75 %) et l'APD multilatérale (25 %) s'est modifiée dès 2011 en faveur des contributions bilatérales (78 % en 2011, 81 % en 2012).

Graphique 2

## APD de la Suisse par catégorie d'aide 2003–2012 (mio fr.)

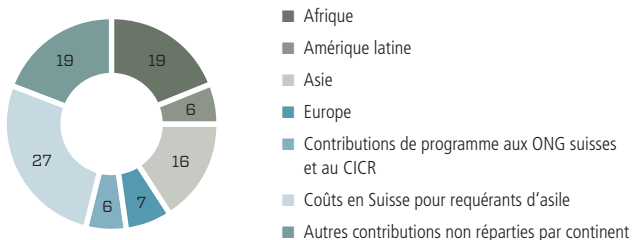


Les ajustements statistiques appliqués dès 2003 (comptabilisation dans l'APD des remises de dette et des coûts pour les requérants d'asile en provenance de pays en développement) ont eu pour effet d'accélérer la croissance de l'APD et d'en modifier durablement la répartition des catégories d'aide.

- La coopération au développement DDC/SECO avec les pays du Sud a passé de 60 % au début des années 2000 à 50 % en 2012.
- La part de l'aide humanitaire dans l'APD a diminué de 18 % à 12 % au cours de la dernière décennie.
- La coopération avec l'Est de la DDC et du SECO s'est réduite de 7 à 6 %.
- Les contributions provenant d'autres offices fédéraux et des cantons et communes (10 %), ainsi que la dette et les coûts pour les requérants d'asile (22 %) ont représenté 32 % du total de l'APD en 2012 (13 % en 2000).

Graphique 3

## Répartition de l'APD bilatérale par continent 2012 (en %)



La coopération internationale de la Suisse a pour vision de favoriser un développement durable mondial en vue de réduire la pauvreté et les risques globaux. L'APD bilatérale de la Suisse est consacrée en priorité aux pays et régions à faible revenu et aux pays fragiles. Elle s'est concentrée en Afrique et en Asie (35 % de l'APD bilatérale en 2012). Les pays en développement et en transition d'Amérique latine et d'Europe ont absorbé ensemble 13 % de l'APD bilatérale.

Les montants de l'APD bilatérale non répartis par continent regroupent les contributions de programme de la DDC à des ONG suisses et au CICR (6 %), les coûts liés à l'accueil des requérants d'asile arrivés au cours de l'année (27 %), ainsi que des contributions à des instituts de recherche ou de formation, des mandats pour des conseils thématiques, les coûts de fonctionnement et la logistique en Suisse (19 %).



Tableau 3

## Répartition géographique de l'APD bilatérale par continents et pays 2011–2012 (mio fr.)

	2012	2011
<b>Afrique</b>	<b>445.4</b>	<b>474.9</b>
Mozambique	32.1	27.4
Burkina Faso	31.6	26.7
Tanzanie	29.3	25.7
Niger	23.6	17.1
Mali	20.9	22.9
Bénin	17.6	10.8
Côte d'Ivoire	<sup>a</sup> 17.4	6.2
Ghana	16.9	15.1
Zimbabwe	15.6	12.4
Tchad	14.4	12.1
Tunisie	14.4	9.7
Egypte	13.1	10.5
Congo (Rép. dém.)	13.0	11.9
Soudan du Sud	13.0	7.3
Burundi	11.8	13.5
Soudan	9.7	13.2
Kenya	9.6	10.0
Libéria	8.0	<sup>a</sup> 10.2
Somalie	7.6	19.9
Maroc	7.2	4.1
Ethiopie	5.8	10.1
Autres pays	28.2	<sup>a</sup> 108.7
Projets régionaux et non réparti par pays	84.8	69.3
<b>Amérique latine</b>	<b>135.4</b>	<b>149.2</b>
Bolivie	29.4	26.4
Nicaragua	16.2	19.7
Pérou	14.6	19.2
Colombie	14.4	18.3
Haïti	12.3	15.4
Cuba	6.0	3.7
Honduras	5.8	8.8
Autres pays	2.9	13.4
Projets régionaux et non réparti par pays	33.8	24.3

	2012	2011
<b>Asie</b>	<b>371.5</b>	<b>363.8</b>
Népal	35.2	35.8
Bangladesh	27.1	29.0
Gaza et Cisjordanie	25.7	23.6
Afghanistan	24.9	21.1
Tadjikistan	21.2	12.9
Kirghizistan	20.7	20.5
Laos	17.0	21.8
Viet Nam	15.0	18.9
Mongolie	14.2	13.5
Pakistan	12.8	16.7
Indonésie	11.6	9.9
Myanmar	10.1	10.1
Syrie	9.3	3.6
Géorgie	9.2	8.3
Chine	8.6	9.5
Sri Lanka	8.0	9.6
Inde	7.4	9.8
Liban	6.9	5.9
Corée du Nord	6.7	8.4
Jordanie	6.4	4.4
Autres pays	31.0	33.5
Projets régionaux et non réparti par pays	42.5	37.1
<b>Europe</b>	<b>162.6</b>	<b>154.5</b>
Kosovo	58.9	52.8
Bosnie-Herzégovine	16.2	24.3
Serbie	14.9	13.7
Ukraine	13.7	10.3
Albanie	10.1	11.2
Moldavie	7.2	8.1
Macédoine	6.2	6.8
Autres pays	1.5	0.8
Projets régionaux et non réparti par pays	33.8	26.5
<b>Autres contributions non réparties par continent</b>	<b>1 176.6</b>	<b>963.0</b>
<b>Total</b>	<b>2 291.4</b>	<b>2 105.5</b>

a Y compris remises de dette bilatérales négociées dans le cadre des accords du Club de Paris.

Voir détails : [www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits/APD/APD\\_bilaterale](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/APD/APD_bilaterale)

Tableau 4

## APD multilatérale de la Suisse par organisations 2011–2012 (mio fr.)

### Organisation des Nations Unies

Programme de l'ONU pour le développement (PNUD)

Fonds de l'ONU pour la population (FNUAP)

Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)

Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)

Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU Femmes)

Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)

Fonds international de développement agricole (FIDA)

Programmes spéciaux de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)<sup>a</sup>

Fonds central pour les interventions d'urgence (CERF)

Programme de l'ONU sur le VIH/SIDA (ONUSIDA)

Programme alimentaire mondial (PAM)

Programme pour l'environnement (PNUÉ)

Organisations de l'ONU, contributions comptabilisées en partie dans l'APD<sup>b</sup>

Autres organisations des Nations Unies

### Institutions financières internationales

Fonds africain de développement (FAfD)<sup>c</sup>

Fonds asiatique de développement (FASD)

Association internationale de développement (AID/IDA)<sup>c</sup>

Autres fonds et banques de développement

Banque interaméricaine de développement (BID) – restitution de fonds<sup>d</sup>

### Autres organisations internationales

Fonds pour l'environnement mondial (FEM)

Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)

Centre pour le contrôle démocratique des forces armées – Genève (DCAF)

Centre international de déminage humanitaire – Genève (GICHD)

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Organisation internationale de la Francophonie (OIF)

Autres institutions

### Total APD multilatérale

a Sans la contribution générale à l'OMS, qui est comptabilisée en partie (voir note b).

b Pourcentages appliqués selon les directives CAD.

c Y compris initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en 2011.

d Remboursement extraordinaire de la BID suite à l'évolution du taux de change.

2012	2011
191.2	175.2
54.0	54.0
24.6	14.0
20.0	20.0
14.0	13.0
12.0	-
8.0	13.0
7.2	7.0
5.5	5.5
5.5	5.5
5.0	5.0
4.8	2.5
4.1	4.0
20.2	25.5
6.3	6.2
268.5	342.7
43.3	52.4
13.3	13.3
198.4	280.6
13.6	17.6
-0.1	-21.2
82.0	83.3
28.5	29.2
14.0	14.0
10.6	10.3
8.1	7.3
8.0	8.0
5.2	5.8
7.6	8.8
541.8	601.2

L'APD multilatérale comprend les contributions générales versées par la DDC et par d'autres offices fédéraux à des organismes de développement internationaux.

Les contributions aux organisations non gouvernementales internationales (y compris le CICR) sont incluses dans l'APD bilatérale.

La coopération multilatérale repose sur trois piliers. Comme pour les années précédentes, les institutions financières internationales (IFI) ont été en 2012 les principales bénéficiaires de l'APD multilatérale, mais dans une proportion plus basse qu'en 2011 (50 % contre 57 %). Les agences du système des Nations unies et les autres organisations internationales ont absorbé 35 %, respectivement 15 % de l'APD multilatérale.

On observe pour 2012 une baisse générale des contributions aux IFI dans la plupart des pays du CAD. La comptabilisation dans l'APD des contributions aux IFI, conformément aux directives internationales, se fait au moment du dépôt des « promissory notes » (billets à ordre) et non du paiement ; ceci explique les variations d'une année à l'autre ainsi que les différences par rapport aux résultats du Compte d'Etat, pour la DDC, qui tient compte de l'étalement sur plusieurs années des paiements à charge de « notes » émises antérieurement.







# Dépenses DDC / SECO

Tableau 5

## Vue d'ensemble des dépenses de la DDC et du SECO 2008–2012 (mio fr.)

### Dépenses totales de la DDC

Aide humanitaire

Coopération au développement

Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Contribution à l'élargissement de l'UE

### Dépenses totales du SECO Coopération et Développement économiques

Coopération au développement

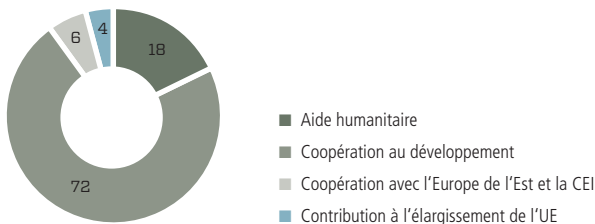
Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI

Contribution à l'élargissement de l'UE

Le tableau et les graphiques reproduisent les résultats financiers pour la DDC et le SECO tels qu'ils apparaissent dans le Compte d'Etat, non compris les flux en retour.

Graphique 4.1

## Dépenses de la DDC par domaines d'activité 2012 (en %)



2008	2009	2010	2011	2012
<b>1 397.6</b>	<b>1 452.9</b>	<b>1 507.0</b>	<b>1 681.8</b>	<b>1 848.7</b>
302.9	303.7	314.9	336.1	337.7
990.0	1 038.5	1 066.9	1 204.4	1 338.8
102.6	102.8	106.7	105.4	109.0
2.1	7.9	18.5	35.9	63.2
<b>214.7</b>	<b>273.4</b>	<b>238.4</b>	<b>268.4</b>	<b>294.6</b>
153.1	159.8	161.2	194.6	208.5
59.2	57.8	59.6	60.0	72.0
2.4	55.8	17.6	13.8	14.1

Graphique 4.2

### Dépenses du SECO par domaines d'activité 2012 (en %)

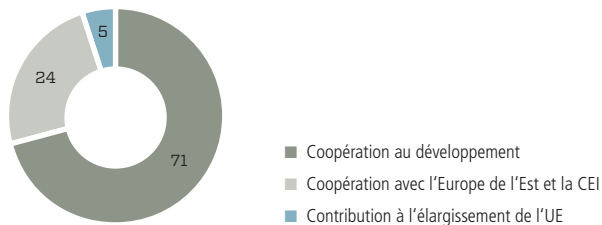




Tableau 6

### DDC Coopération au développement par pays et régions prioritaires 2011–2012 (mio fr.)

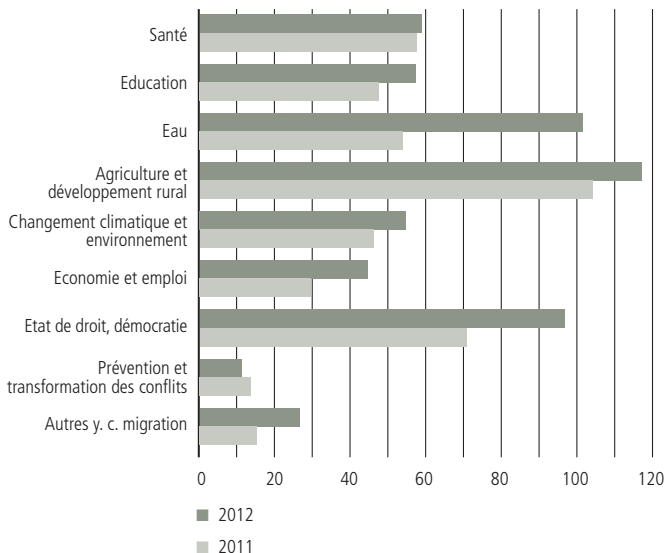
	2012	2011
<b>Pays et régions prioritaires</b>	<b>300.6</b>	<b>251.9</b>
Nicaragua/Amérique centrale	40.9	33.2
Viet Nam/Mékong	40.6	35.2
Népal	33.4	32.2
Bolivie	28.3	22.3
Bangladesh	25.9	24.7
Mozambique	23.9	19.7
Tanzanie	23.0	20.9
Burkina Faso	20.6	14.4
Niger	18.5	13.9
Bénin	17.4	8.5
Mali	16.5	18.1
Tchad	11.7	8.6
<b>Programmes spéciaux</b>	<b>109.5</b>	<b>92.9</b>
Afrique du Sud/Afrique australe	30.8	26.1
Rwanda/Grands Lacs	29.0	21.0
Hindou Kouch (Afghanistan/Pakistan)	27.4	26.2
Mongolie	14.1	13.3
Cuba	5.4	3.2
Bhoutan	2.8	3.1
Engagement Afrique du Nord et Proche- et Moyen-Orient <sup>a</sup>	44.5	29.9
<b>Autres activités</b>	<b>349.1</b>	<b>330.2</b>
<b>Autres pays et régions <sup>b</sup></b>	<b>77.7</b>	<b>86.1</b>
Contributions de programme aux ONG	67.3	68.6
Mandats thématiques et coûts de fonctionnement	204.0	175.5
<b>Coopération au développement bilatérale</b>	<b>803.7</b>	<b>704.8</b>
<b>Coopération au développement multilatérale</b>	<b>535.2</b>	<b>499.6</b>
<b>Total</b>	<b>1 338.8</b>	<b>1 204.4</b>

a Pas de contribution générale à l'UNRWA en 2012. En 2011, contribution générale de 3.0 mio fr. comptabilisée sous « coopération au développement multilatérale » et répartie comme suit : Gaza et Cisjordanie, 1.6 mio fr.; Jordanie, Liban et Syrie, 1.4 mio fr.

b Cette catégorie comprend des pays dans lesquels sont menés des programmes globaux (Pérou, Inde).

Graphique 5

## DDC Coopération au développement bilatérale par thèmes 2011–2012 (mio fr.)



Ce graphique reproduit l'allocation des ressources selon les thèmes de spécialisation dans lesquels la DDC a concentré ses activités bilatérales de coopération au développement en 2012.

A travers ses programmes globaux, la DDC se concentre sur la promotion de solutions novatrices dans les quatre domaines suivants : Changement climatique, Sécurité alimentaire, Migration, et Eau. Ces programmes ne sont pas liés géographiquement et sont déployés dans les régions où leur impact est le plus fort.

Voir informations détaillées : [www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Themes](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Themes) et [www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Programmes\\_globaux/Priorites](http://www.deza.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Programmes_globaux/Priorites)

Tableau 7

### SECO Coopération au développement par pays et programmes prioritaires 2011–2012 (mio fr.)

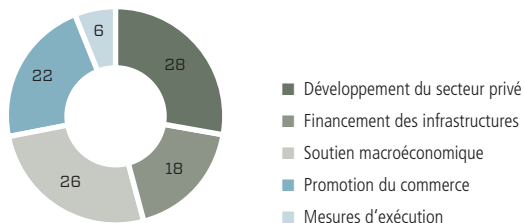
	2012	2011
<b>Pays et programmes prioritaires</b>	<b>55.5</b>	<b>56.5</b>
Ghana	15.5	14.3
Indonésie	13.9	10.4
Pérou	7.0	7.5
Viet Nam	4.6	10.7
Egypte	4.4	6.3
Tunisie	3.6	1.0
Afrique du Sud	3.4	2.3
Colombie	3.1	4.0
<b>Autres mesures</b>	<b>153.1</b>	<b>138.1</b>
Programmes globaux / régionaux et autres pays, diverses contributions <sup>a</sup>	144.1	130.9
Coûts de fonctionnement non répartis par pays	9.0	7.2
<b>Total</b>	<b>208.5</b>	<b>194.6</b>

a D'importants programmes complémentaires aux mesures de la DDC dans ses pays prioritaires que sont le Burkina Faso et le Mozambique ont été réalisés.

Voir informations détaillées par pays : [www.seco-cooperation.admin.ch/laender](http://www.seco-cooperation.admin.ch/laender)

Graphique 6

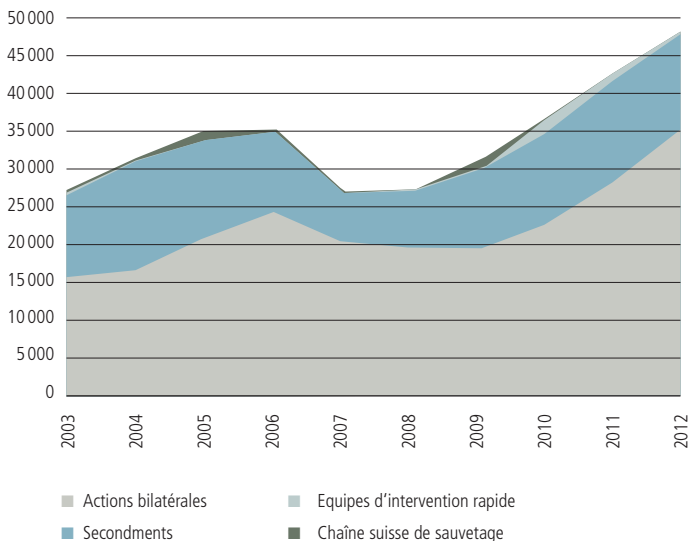
### SECO Coopération au développement par instruments 2012 (en %)



Voir informations détaillées : [www.seco-cooperation.admin.ch/themen](http://www.seco-cooperation.admin.ch/themen)

Graphique 7

**Aide humanitaire / Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) :  
Jours de mission à l'étranger 2003–2012**



Graphique 8

**Aide humanitaire par tâches stratégiques 2010–2012 (en %)**

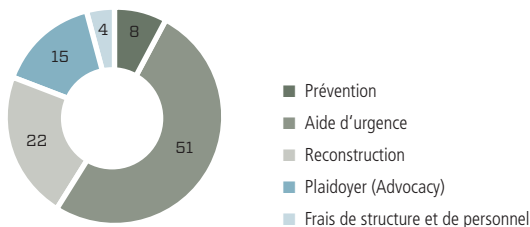




Tableau 8

**DDC Aide humanitaire par pays et régions d'intervention  
2011–2012 (mio fr.)**

	2012	2011
<b>Afrique</b>	<b>93.7</b>	<b>101.6</b>
Soudan du Sud	8.6	4.3
Kenya	8.3	8.3
Soudan	7.4	10.4
Somalie	6.7	18.7
Zimbabwe	6.5	6.2
Congo (Rép. dém.)	5.6	5.2
Ethiopie	4.9	7.7
Niger	4.7	1.3
Maroc	4.1	3.5
Mali	3.9	1.1
Libéria	3.6	4.9
Burundi	3.4	2.8
Burkina Faso	3.4	1.6
Côte d'Ivoire	2.8	5.6
Tchad	2.3	2.1
Algérie	2.0	2.1
Centrafricaine, Rép.	1.5	1.9
Rwanda	1.3	0.1
Cap-Vert	1.2	1.1
Guinée	1.2	1.2
Libye	1.1	4.1
Autres pays	5.5	5.5
Projets régionaux et non réparti par pays	3.5	1.9
<b>Amérique latine</b>	<b>19.0</b>	<b>22.0</b>
Colombie	8.2	8.2
Haïti	6.5	8.0
Bolivie	1.1	1.0
Autres pays	2.4	4.0
Projets régionaux et non réparti par pays	1.0	0.8

	2012	2011
<b>Asie</b>	<b>79.0</b>	<b>71.1</b>
Gaza et Cisjordanie <sup>a</sup>	8.3	7.3
Syrie <sup>a</sup>	8.3	2.8
Corée du Nord	6.5	5.6
Myanmar	6.5	5.8
Sri Lanka	6.5	7.9
Afghanistan	5.3	3.5
Liban <sup>a</sup>	5.3	3.5
Pakistan	5.2	7.3
Yémen	4.4	5.5
Jordanie <sup>a</sup>	4.0	4.2
Iraq	3.6	3.4
Géorgie	3.2	4.9
Thaïlande	1.4	1.7
Arménie	1.2	0.6
Bangladesh	1.2	1.7
Tadjikistan	1.2	0.6
Autres pays	2.7	2.9
Projets régionaux et non réparti par pays	4.2	1.9
<b>Europe</b>	<b>1.7</b>	<b>0.8</b>
<b>Autres activités, non réparties géographiquement</b>	<b>144.2</b>	<b>140.6</b>
Contribution générale au Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	70.0	70.0
Contributions à des organisations internationales <sup>a</sup>	35.8	33.0
Contributions de programme aux ONG	5.7	5.9
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	26.1	26.8
Personnel de structure	6.6	4.8
<b>Total</b>	<b>337.7</b>	<b>336.1</b>

a La contribution générale à l'UNRWA est comptabilisée sous « contributions à des organisations internationales ». Ce montant de 8 mio fr. en 2012 (10 mio fr en 2011) se répartit comme suit : 4.2 mio fr. à Gaza et Cisjordanie, 1.8 mio fr. à la Jordanie, 1.1 mio fr. au Liban et 0.9 mio fr. à la Syrie.

Tableau 9

**Partenaires de l'aide humanitaire 2012 (mio fr.)**

<b>Organisations des Nations Unies</b>
Programme alimentaire mondial (PAM)
Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR)
Office de secours et de travaux de l'ONU pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)
Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA)
Fonds de l'ONU pour l'enfance (UNICEF)
Autres organisations des Nations Unies
<b>Comité international de la Croix-Rouge (CICR)</b>
<b>Autres partenaires et actions directes</b>
ONG suisses
Organisations internationales et ONG étrangères
Actions directes du Corps suisse d'aide humanitaire (CSA) et de la Chaîne suisse de sauvetage
Diverses contributions et coûts de fonctionnement
<b>Total aide humanitaire 2012</b>
Total aide humanitaire 2011

a Ce montant comprend 19.5 mio fr. pour les produits laitiers suisses et 13.6 mio fr. pour les céréales.

Contributions générales	Contributions spécifiques	Aide alimentaire	Total
35.3	65.8	22.8	123.9
4.8	17.5	22.8	45.2
14.0	20.6	–	34.6
8.0	5.8	–	13.8
7.5	5.7	–	13.2
–	5.5	–	5.5
1.0	10.6	–	11.6
70.0	39.6	–	109.6
0.5	93.4	10.3	104.2
–	16.3	7.3	23.6
0.5	19.3	0.8	20.6
–	21.8	2.3	24.1
–	35.9	–	35.9
105.8	198.7	<sup>a</sup> 33.1	337.7
103.0	200.0	33.1	336.1

Voir détails : [www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Aide\\_Humanitaire/Partenaire](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/Activites/Aide_Humanitaire/Partenaire)



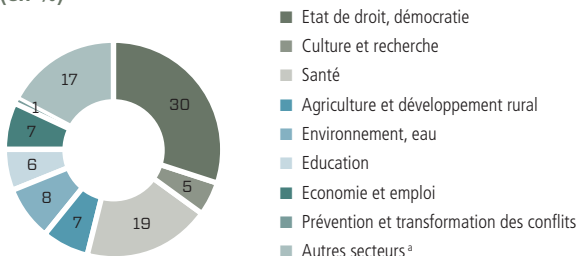
Tableau 10

### DDC Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par pays et régions prioritaires 2011–2012 (mio fr.)

	2012	2011
<b>Pays et régions prioritaires</b>	<b>59.8</b>	<b>63.8</b>
Asie centrale	21.4	25.0
Caucase du Sud	10.4	9.0
Bosnie-Herzégovine	8.7	8.5
Serbie	7.3	8.0
Albanie	6.9	7.3
Macédoine	5.1	6.0
<b>Programmes spéciaux</b>	<b>25.0</b>	<b>22.8</b>
Kosovo	10.6	10.2
Ukraine	7.4	5.4
Moldavie	7.0	7.3
<b>Autres activités</b>	<b>24.2</b>	<b>18.8</b>
Autres pays et régions	12.8	7.8
Contribution à IDEA	0.8	0.6
Contributions de programme aux ONG	4.0	4.0
Diverses contributions et coûts de fonctionnement	6.6	6.4
<b>Total</b>	<b>109.0</b>	<b>105.4</b>

Graphique 9

### DDC Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par secteurs 2012 (en %)



a Comprend migration, reconstruction, coûts multisectoriels et coûts de fonctionnement

Tableau 11

## SECO Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par pays et régions prioritaires 2011–2012 (mio fr.)

	2012	2011
<b>Pays et programmes prioritaires</b>	<b>52.5</b>	<b>39.5</b>
Kirghizistan	11.2	10.2
Tadjikistan	11.1	3.3
Kosovo	8.5	1.6
Serbie	6.3	4.7
Ukraine	5.9	4.4
Albanie	3.1	3.3
Azerbaïdjan	2.9	3.2
Bosnie-Herzégovine	2.7	8.3
Macédoine	0.8	0.4
<b>Divers</b>	<b>19.5</b>	<b>20.5</b>
Programmes régionaux et autres pays	16.7	16.3
Coûts de fonctionnement non répartis par pays	2.8	4.2
<b>Total</b>	<b>72.0</b>	<b>60.0</b>

Voir informations détaillées par pays : [www.seco-cooperation.admin.ch/laender](http://www.seco-cooperation.admin.ch/laender)

Graphique 10

## SECO Coopération avec l'Europe de l'Est et la CEI par instruments 2012 (en %)

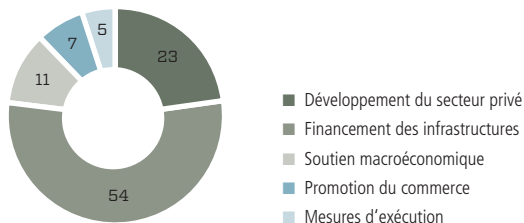


Tableau 12

**Partenaires de la DDC pour des activités bilatérales 2012 (mio fr.)**

ONG suisses
dont :
HELVETAS Swiss Intercooperation
Swisscontact
Croix-Rouge suisse
Caritas Suisse
Terre des Hommes, Lausanne
Solidar Suisse
Entraide protestante suisse (EPER)
Swissaid
Pain pour le prochain
Fastenopfer
Enfants du Monde
Fondation Village d'enfants Pestalozzi
Interteam
SolidarMed
Fédération genevoise de coopération (FGC)
Institutions universitaires et de recherche suisses
Secteur privé suisse
Secteur public suisse
Organisations des Nations Unies, actions multilatérales
Institutions financières internationales, actions multilatérales
Autres organisations étrangères et internationales
dont : Comité international de la Croix-Rouge (CICR)
Organisations du Sud et de l'Est
<b>Total des partenaires</b>
Actions directes, coûts de fonctionnement
<b>Total 2012</b>
Total 2011

a Contributions générales à des ONG pour des programmes de développement et d'aide humanitaire dans les pays du Sud et de l'Est.

b Contribution de la DDC à l'élargissement de l'UE (63.2 mio fr. en 2012) non comprise.

## Contributions et mandats spécifiques

ONG contrib. progr. <sup>a</sup>	Aide humanitaire	Coopération au développement	Coopération Est	Total <sup>b</sup>
77.0	17.9	108.7	17.7	221.3
10.7	0.1	45.9	3.6	60.3
4.5	–	15.4	1.1	21.0
4.3	4.0	–	3.3	11.5
5.8	4.0	–	–	9.8
6.7	0.5	1.3	0.3	8.7
3.1	0.5	4.6	–	8.2
4.8	0.2	–	1.8	6.8
5.8	0.1	–	–	5.9
5.4	–	–	–	5.4
3.8	–	0.1	–	3.9
1.6	–	1.2	–	2.8
2.7	–	–	–	2.7
2.5	–	–	–	2.5
1.2	0.6	0.5	–	2.3
2.1	–	–	–	2.1
–	0.5	27.5	9.6	37.6
–	2.4	27.3	3.3	33.0
–	0.6	10.4	0.6	11.5
–	88.6	84.6	8.0	181.1
–	0.8	43.9	4.1	48.9
–	123.3	98.5	17.8	239.6
–	109.6	–	0.7	110.3
–	5.6	169.9	27.0	202.5
<b>77.0</b>	<b>239.6</b>	<b>570.7</b>	<b>88.0</b>	<b>975.4</b>
–	56.6	165.6	16.2	238.3
<b>77.0</b>	<b>296.2</b>	<b>736.3</b>	<b>104.2</b>	<b>1 213.7</b>
78.5	297.2	636.2	100.8	1 112.7

Voir tableau détaillé :

[www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La\\_DDC/Chiffres\\_et\\_faits/Depenses\\_de\\_la\\_DDC/Partenaires](http://www.ddc.admin.ch/fr/Accueil/La_DDC/Chiffres_et_faits/Depenses_de_la_DDC/Partenaires)

## Impressum

Editeurs :  
Département fédéral des affaires étrangères DFAE  
**Direction du développement et de la coopération DDC**  
Freiburgstr. 130  
3003 Berne  
Téléphone +41 31 322 44 12  
[www.ddc.admin.ch](http://www.ddc.admin.ch)  
[info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch)

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR  
**Secrétariat d'Etat à l'économie SECO**  
Holzikofenweg 36  
3003 Berne  
Téléphone +41 31 324 09 10  
[www.seco-cooperation.admin.ch](http://www.seco-cooperation.admin.ch)  
[info@seco-cooperation.ch](mailto:info@seco-cooperation.ch)

Rédaction/Coordination/Statistiques :  
Etat-major de direction DDC  
SECO Coopération

Graphisme/Conception :  
Julia Curty, SUPERSCRIP T GmbH, Biel/Bienne . Bern  
[www.superscript.ch](http://www.superscript.ch)

Photos :  
Chris de Bode/Panos

Imprimerie :  
galledia ag  
9442 Berneck

Le dépliant statistique du rapport annuel est disponible en français, allemand, italien et anglais.  
D'autres exemplaires peuvent être commandés à  
[info@deza.admin.ch](mailto:info@deza.admin.ch), ou  
téléphone +41 31 322 44 12